

SOMMAIRE

REMERCIEMENT

LISTES DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET ACRONYMES

GLOSSAIRE

INTRODUCTION	9
<u>PREMIÈRE PARTIE : TOAMASINA CHEF LIEU DE LA RÉGION ATSIANANA</u>	11
<u>CHAPITRE I : DESCRIPTION DE LA RÉGION ATSIANANA</u>	12
<u>SECTION I : Situation géographique de la région</u>	12
<u>SECTION II : Démographie de la région</u>	18
<u>SECTION III : La politique et le plan d'action pour le développement de la région</u>	19
<u>CHAPITRE II : PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE RURALE D'ANTETEZAMBARO</u>	21
<u>SECTION I : Situation géographique et délimitation administrative</u>	21
<u>SECTION II : Situation démographique socio-économique et culturelle de la zone</u>	26
<u>SECTION III. Les principales activités</u>	40
<u>CHAPITRE III : CONSTATS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DE LA COMMUNE</u>	56
<u>SECTION I : Les opportunités économiques</u>	56
<u>SECTION II : La potentialité au niveau d'infrastructure</u>	57
<u>DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE D'ANTETEZAMBARO ET LES MESURES DE REDRESSEMENT</u>	60
<u>CHAPITRE I : NOTION DE DÉVELOPPEMENT ET LES CONTRAINTES MAJEURES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE</u>	61
<u>SECTION I : Le développement dans son aspect théorique</u>	61
<u>SECTION II : Les contraintes pour le développement de la commune</u>	67
<u>CHAPITRE II : LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE D'ANTETEZAMBARO</u>	70
<u>SECTION I : La participation active des ménages</u>	70
<u>SECTION II : La régulation démographique et sanitaire</u>	72
<u>SECTION III : La politique et la stratégie de développement</u>	74
<u>CHAPITRE III : PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION</u>	77
<u>SECTION I : Les mesures de redressement</u>	77
Section II : L'intensification du système de financement.....	Erreur ! Signet non défini.
SECTION III : Aménagement du patrimoine de la commune rurale d'Antetезambaro.....	Erreur ! Signet non défini.
CONCLUSION	86
BIBLIOGRAPHIE	88
LISTE DES TABLEAUX	97
TABLE DES MATIÈRES	98

REMERCIEMENT

Le présent ouvrage témoigne l'achèvement de notre cursus universitaire. Son élaboration a bénéficié de la participation de nombreuses personnes, à qui nous tenons adresser nos vifs remerciements et notre profonde gratitude.

Nos premiers remerciements vont à :

- Tous les enseignants de la faculté de Droit, des Science Économiques et de Gestion de l'Université de Toamasina, notamment ceux du département économique, qui nous ont fourni des connaissances très précieuses.
- Monsieur **ROLAND Modongy**, enseignant chercheur à l'Université de Toamasina, notre enseignant encadreur qui malgré ses multiples responsabilités, a manifesté un plaisir à nous orienter et corriger pendant l'élaboration de cet ouvrage.
- Monsieur **ROBSON Pascal**, notre professionnel encadreur pour ses conseils et soutiens durant notre travail de recherches.

De même, nous ne pouvons pas oublier la Commune rurale d'Antetезambaro, en particulier Monsieur le Maire de la Commune, de nous avoir permis d'être à ses côtés dans son travail et qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude.

Nous tenons également à exprimer nos vives reconnaissances à l'endroit de nos parents, de nos frères et sœurs pour leur soutien moral, financier et matériel durant toutes nos études.

Bref, que tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce présent mémoire de maîtrise, trouvent ici l'expression de nos remerciements les plus sincères.

RAMASITRAKOANINA Redy THOMSON

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET ACRONYMES

CCR	: Comités Consultatifs Régionaux
CNLS	: Comité National de la Lutte contre le Sida
CSB	: Centre de Santé de Base
ERP	: Évaluation Rural Participative
FID	: Fonds Intervention pour le Développement
FMI	: Fonds Monétaire International
FRPC	: Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
GTDR	: Groupes de Travail de Développement Rural
IDH	: Indice de Développement Humaine
INSTAT	: Institut National de Statistique
IPH	: Indice de Pauvreté Humaine
MCA	: Millénaire Challenge Account
MEEF	: Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts
OMD	: Organisation Mondiale pour le Développement
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONU	: Organisation des Nations Unies
PCD	: Plan Communal de Développement
PIB	: Produit Intérieur Brute
PNB	: Produit National Brute
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	: Parité de Pouvoir d'Achat
PRD	: Plan Régional de Développement
PSDR	: Projet de Soutien au Développement Rural

GLOSSAIRE

Bénéficiaires : pour désigner à la fois les communes (groupements communautaires, associations et individus) qui sont « propriétaires » des projets communautaires réalisés ou dont les ressortissants ou membres profitent, soit collectivement, soit individuellement, des projets communautaires réalisés. Les populations des communes sont considérées comme étant les bénéficiaires directs des projets communautaires, tandis que les communes, en tant qu'unités administratives, sont considérées comme étant des bénéficiaires indirects

Commune : Pour désigner l'unité administrative officiellement établie, à territoire bien déterminé et dirigée par un Maire élu et un conseil municipal, composée par un nombre bien déterminé de villages (fokontany)

La décentralisation : elle consiste en un transfert de pouvoirs de l'État vers une personne morale de droit public, distincte de lui. Cette dernière dispose d'une autonomie plus ou moins grande, selon le degré de décentralisation, d'un budget propre et reste sous la surveillance de l'État, autorité de tutelle.

La déconcentration : une technique d'organisation des administrations qui consiste à distribuer les agents et les compétences au sein d'une même personne morale, depuis une administration centrale vers ses services déconcentrés. Cette notion s'oppose à celle de concentration qui est un système administratif dans lequel le pouvoir de décision est concentré au sommet de l'appareil d'État

Partenaire relais : Pour désigner toute organisation ou entité (en particulier ONG ou BE) qui a pour mission d'assister les bénéficiaires et les bailleurs(FID) dans la réalisation des projets communautaires.

Tsimolaotro : le vent qui apporte des pluies qui vient du Nord Ouest.

Un Projet : une activité singulière et bien définie, par exemple : la mise en place d'un micro périmètre irrigué pour augmenter la production et les revenus agricoles.

Varatraza : le vent qui souffle de l'océan Indien.

INTRODUCTION

Lors de son indépendance, Madagascar a hérité d'un cadre économique-administratif assez original, comme celui des provinces mais depuis, il n'est pas sorti du sous développement économique.

On y souligne également que les inégalités sociales sont loin d'être surmontées et qu'elles auraient même tendance à s'accroître dans le futur.

En effet, la mise en place d'une Région vise à répartir le bien-être de façon plus équitable entre les zones géographiques et les groupes des populations.

En dépit des difficultés de la vie que nous avons vécue récemment dues à l'inflation, l'État ne cesse de mettre en œuvre le concept du développement durable.

De plus, la diminution du pouvoir d'achat de la population de la région est causée en grande partie par la mauvaise répartition et redistribution du revenu national.

Le processus consiste donc à l'heure où nous parlons à transférer toutes les compétences aux collectivités décentralisées, plus particulièrement la mise en place d'une région.

Et comme chaque pays a besoin d'une région compétitive et dynamique pour atteindre ses objectifs économique et social, le développement communal est un complément indispensable aux politiques macroéconomique et structurelles.

Par ailleurs, Antetazambaro dispose d'énormes potentialités même si toutefois, nous ne pouvons pas nier l'existence des obstacles qui freinent le développement de cette commune rurale et par conséquent celui du pays.

C'est par la prise de conscience de la grande importance du développement de cette zone et pour le développement de Madagascar en général que nous avons choisi de mener notre étude et notre recherche sur le thème intitulé « **Contribution à la mise en œuvre d'une stratégie de développement rural (Cas de la Commune rurale d'Antetazambaro)** ».

Nous savons que le développement de chacune des zones constituant la grande île, nous amène au développement de notre pays.

A cet effet, cet ouvrage est divisé en deux grandes parties, chacune comporte trois chapitres dont :

La première s'intitule : « Toamasina chef lieu de la région Atsinanana » : phase descriptive dans laquelle, on présente au premier chapitre le domaine d'études par « la monographie de la région Atsinanana ». Au deuxième chapitre,

nous allons essayer de présenter la Commune rurale d'Antetetzambaro et au dernier : « les constats des opportunités économiques de la Commune ».

Et la deuxième partie a comme titre : « Étude de développement de la commune rurale d'Antetetzambaro et les mesures de redressement », dans laquelle, nous avons orienté notre recherche sur les apports théoriques et les contraintes du développement de la Commune sur le plan empirique au premier chapitre, et au deuxième : « les perspectives de la politique de développement de la commune rurale et enfin, au troisième: « les propositions d'amélioration et les mesures de redressement ».

PREMIÈRE PARTIE : TOAMASINA, CHEF LIEU DE
LA RÉGION ATSIANANA

CHAPITRE I : DESCRIPTION DE LA RÉGION ATSIINANANA

Dans ce premier chapitre, nous allons voir la situation géographique, démographique de la région ainsi que la politique et le plan d'action pour le développement de la région

SECTION I : Situation géographique de la région

§.1. Délimitation de la région

A- Localisation de la région Atsinanana

La région Atsinanana se trouve presque au centre Est de l'île, avec une distance de 370 km environ de la capitale. Elle est délimitée par :

Le district de Fenerive Est et celui de Vavatenina au Nord

Le district de Moramanga, Ambatondrazaka et celui d'Anosibe An'ala à l'Ouest

L'océan indien à l'Est

➤ La région Atsinanana est composée de sept districts, à savoir :

- ❖ Antanambao Manampotsy
- ❖ Brickaville
- ❖ Mahanoro
- ❖ Marolambo
- ❖ Toamasina I
- ❖ Toamasina II
- ❖ Vatomandry dont l'île Sainte Marie fait partie intégrante de la région.

De par sa superficie, la région représente 5,5% de l'ensemble du pays.

Par contre, elle représente 41,71% de la superficie totale de la province autonome de Tamatave qui est de 77881,5 Km² ¹

¹ Plan régional de développement, 2005

§.2. Topographie de la région

A- Le relief

Dans la région Atsinanana, on trouve les basses et les moyennes collines dont les altitudes peuvent atteindre 400 à 700 mètre. Elles sont séparées par un réseau de vallées peu profondes et parfois marécageuses. Elles s'étagent depuis les côtes sur 30 à 50 km vers l'intérieur, par paliers successifs correspondants à des failles.

C'est sur la pente de ces collines que les paysans Betsimisaraka brûlent les forêts pour cultiver le riz tavy.

Devant la falaise Betsimisaraka sont situées les hautes collines à une altitude générale de 800 à 900m avec quelques endroits culminants au-delà de 1200m.

On en distingue donc :

La zone des hauts massifs

Ce sont des reliefs dérivés appelés aussi « reliefs polyédriques ». Ils ont été affectés par des mouvements tectoniques qui se sont échelonnés depuis le précambrien et jusqu'aux périodes récentes.

La partie Nord est constituée d'une succession de montagnes avec des forêts naturelles et des collines à faibles pentes propices aux cultures de rente et de riz.

Le littoral

La longueur totale des côtes du nord (cap masoala) au sud avec celle de Sainte-Marie s'élève environ à 1010 km.

Le long du littoral, il n'y a pas de plaine continue mais une série de petites plaines étroites, isolées les unes des autres et séparées par un relief de basses collines. Et le long des grandes vallées, on a des plaines alluviales de type argileux ou sableux. Un récif corallien frangeant quasi-continu se note sur la partie ouest de la presqu'île Masoala à la côte, entre Mananara et l'Anove. Les reliefs sont au contraire totalement absents du pourtour de la baie d'Antongil.

Dans la partie sud, on y trouve des montagnes peu accidentées et discontinues de vallées et des collines couvertes de savoka ainsi que de zones forestières presque inhabitées.

B- Les sols

On distingue trois types de sols dans la région :

☞ Les sols hydromorphes des bas – fonds :

Dénommés localement « horaka », ces sols sont saturés d'eau en permanence et dégagent une odeur de soufre. Ce type de sol ne convient pas à la riziculture que s'il est bien drainé et ne convient pas aux cultures pérennes.

La végétation caractéristique de ces sols est composée de « fandrana, viha, herana ».

☞ Les sols d'apport fluvial :

Appelés « baiboho », ces sols sont surtout en bordure des cours d'eau .Ils sont favorables aux cultures pérennes pour autant qu'ils ne soient pas inondables ou peuvent être aménagés en rizière car ce sont des sols plus riches en alluvions argileux ou sableux, surtout dans les vallées.

☞ Les sols ferralitiques :

De couleur jaune et rouge, les plus souvent dénaturés, riches en concrétion (amalgame de particules formant un corps solide) et en résidu d'altération gypsique, ces sols constituent les deux tiers (2/3) de la région et sur les hauts massifs, les pentes restent les facteurs qui limitent leur exploitation rationnelle .On y pratique le « tavy » qui accélère la dégradation du sol.

C- L'hydrologie

La région est desservie par des nombreux cours d'eau, dont la plupart sont à courant rapide sur la partie moyenne de leurs cours. La navigation est limitée par la présence de plusieurs seuils de rochers, ce qui entrave la pénétration à l'intérieur des terres et le débit des eaux est fort.

Tableau n°1 : Les principaux fleuves dans la région Atsinanana

District	Fleuve	Longueur (Km)
Tamatave I	Pangalane	08
Tamatave II	Ivondro	150
	Ivoloina	90
	Onibe	80
	Ifontsy	87
	Namandrahana	59
	Fanitarana	78
	Pangalane	50
Brickaville	Rianila	134
	Pangalane	76
	Rongaronga	46
Vatomandry	Sandramanongy	20
	Iaroko	50
	Sakanita	13
	Pangalane	55
	Manampotsy	15
	Manandra	18
	Vatana	12
	Manambolo	05
Mahanoro	Mangoro	60
	Lohariana	110
	Manandra	87
	Sahantsio	124
	Pangalane	58
	Masora	94
	Lokia	80
	Imerina	97
Marolambo	Mangoro	69
	Onive	50
	Nosivolo	46
	Ranomintina	-

	Sandranambana	97
Tanambao Manampotsy	Manampotsy	-
	Sandraketina	-
	Salman	-
	Manandra	-
	Vatana	-

Source : Renseignements politico-administratifs des communes par SPAT 2004

Ce tableau nous montre que Pangalane Traverse tous les districts à part Marolambo et Tanambao Manampotsy, le plus long fleuve se trouve à Tamatave II avec 150 km de long et le plus court se situe dans le district de Vatomandry avec 05 km de long.

D- Les formations végétales

Les formations végétales présentent une grande diversité en fonction des conditions climatiques et pédologiques. En effet, la région est réputée par l'importance en qualité qu'en quantité de ses forêts naturelles. De plus, ces forêts sont le berceau des espèces riches en endémicité mais qui commencent actuellement à disparaître sous l'effet de défrichement et de surexploitation.

Un des rares vestiges de la forêt primitive de Madagascar, la forêt de l'Est qui ne couvre plus que 5 millions d'hectares environ sur 58 millions d'hectares de superficie totale est constitué d'un ensemble compact d'espèces embraquées, aux pieds serrés, au feuillage persistant et épais dont les cimes dépassant les 25 m retiennent la lumière. Son étendue, sa densité demeurent toutefois impressionnantes, à l'exemple de Nosy Mangabe dans le district de Maroantsetra où l'on y découvre des nombreuses espèces d'arbres à densité très élevée avec des troncs hauts et élancés.

§.3. Le climat

A- Chaud et humide durant toute l'année

La région Atsinanana est la seule partie de l'île où la pluie soit répartie sur tous les mois de l'année. Le climat de la région est de type tropical chaud et humide. Il ne se passe pas de saison chaude sans qu'un ou plusieurs cyclones soient

signalés dans la région, presque chaque année, des dégâts plus ou moins importants sont à déplorer.

La saison de pluie en hiver est caractérisée par des averses et arrive à atteindre jusqu'à 150 m de hauteur durant cette saison. Maroantsetra détient le record absolu en volume de précipitations à Madagascar en raison de conditions de site assez particulières ; les vents s'engouffrent dans la baie d'Antongil, canalisés par des raides parois rapprochées qui se forment en cul de sac obligeant les courants à une vive ascendance.

En définitive, ce climat de la côte-Est, dominé par une très forte humidité, conditionne beaucoup la morphologie des plaines alluviales.

Tableau n°1 : Les différents types de climats de la région

Zones	Nature de climat	Précipitation (mm)	Température (°C)	Altitude (m)
Littoral	Chaud, humide à pérhumide	>1800	>22	0-300
Est et falaise ombrophile	Chaud, humide à pérhumide	>1600	>20	300-800
Orientale	Climat tropical tempéré	>1200	>16-21	900-1600

Source : Analyse diagnostic du littoral Est (ONG/SAGE) 2003

Ce tableau nous montre que le climat de la côte Est, dominé par une très forte humidité et une chaleur constante, permet toute une gamme de cultures riches et destinées à l'exportation comme le girofle, le café, les fruits

Le climat est assez homogène au niveau de région de type tropical humide, caractérisé par l'abondance des précipitations apportées par les courants d'Est et l'absence de saison sèche foncièrement marquée.

Les précipitations diminuent toutefois au fur et à mesure de la pénétration vers l'intérieur (zone côtière), de même que la température fait nuancer l'impression d'humidité.

SECTION II : Démographie de la région

Le facteur humain joue un rôle important dans le processus de développement économique parce qu'il constitue l'élément essentiel du processus de croissance et de production de biens et services.

§.1. Les premières communautés autochtones

La région Atsinanana est la capitale des Betsimisaraka auquel s'ajoutent d'autres ethnies, les Bezanozano et les Sihanaka.

Les principaux migrants sont les Merina, les Antandroy, les Antesaka, les Betsileo, les Antanosy.

De plus, d'importantes communautés chinoises, françaises et indiennes revendiquent aussi leur identité.

Il y a également des Tsimihety venant de Mandritsara pour des raisons de main-d'œuvre de sucrerie et autres unités industrielles.

En effet, la population de la région est à 80% constituée des ruraux. En 2002, 1.321.583 habitants pour une superficie de 4.190 km², soit une densité de 40 habitants au km² qui fait de la région relativement peuplée si l'on compare avec la moyenne de la province.

§.2. La répartition de la population par district

La population de la Région Atsinanana est répartie entre les sept districts suivant le nombre de ses communes.

Le tableau ci-dessous montre la répartition de la région par district avec sa superficie et le nombre de ses communes et de ses Fokontany.

Tableau n°III : Les divisions administratives :

District	Superficie (en km ²)	Nombre des communes	Nombre de Fokontany
Tamatave I	28	1	138
Tamatave II	5063	17	154
Brickaville	5297	17	179
Vatomandry	2732	19	173
Mahanoro	3857	11	193
Marolambo	3764	14	125
Antanambao Manampotsy	1641	05	54
RÉGION	22382	84	1016

Source : Renseignements politico-administratifs des communes par SPAT – Décembre 2003.

Ayant 138 Fokontany, Tamatave I est le district le moins étendu et le plus étendu est celui de Brickaville avec 5297 km² de superficie. Et au-delà du nombre de commune Vatomandry est le district ayant plus de commune avec une superficie de 2732. En tout la région Atsinanana compte 22382 km² de superficie.

SECTION III : La politique et le plan d'action pour le développement de la région

§.1. Les axes stratégiques de développement

Ces axes doivent figurer selon la priorité et doivent identifier les programmes à court et à long terme. Ces stratégies doivent être définies en fonction des blocus déterminés et porter des mesures respectives qui peuvent y remédier.

Le processus de la planification régionale adoptée et la recherche de cohérence avec la politique générale de l'État ont permis de retenir pour la région les axes stratégiques c'est-à-dire :

- Restaurer un État de droit et une société bien gouvernance qui est ici d'assurer une bonne gouvernance de la région et lutter contre la corruption.

La bonne gouvernance se définit comme étant la gestion transparente et participative du processus de développement économique et social, fondé sur la primauté du droit.

Pour la réalisation optimale des objectifs du développement du Millénaire, la bonne gouvernance est une nécessité car elle contribue globalement à renforcer les capacités des pays dans l'optique de l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

Elle est donc imposée là où elle prend la forme des conditionnalités et d'exigences de performance.

- Susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très élargie.
- Susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine, et matérielle et de protection sociale élargie.

§.2- La stratégie de mise en œuvre de ces actions :

La mise en œuvre de ces actions nécessite une stratégie souple et cohérente basée sur :

- L'effectivité du partenariat Public et Privé
- L'implication effective des parties prenantes.

En effet, la participation de toutes les forces vives dont les organismes publics, le secteur privé et la société civile, dans le processus de développement de la région, est une condition exigée pour sa réussite.

Le «Task Force Régional» a été mis en place afin de faciliter et de coordonner, superviser la mise en œuvre des actions prévues dans le plan Régional de développement (P.R.D). Son rôle consiste à donner une impulsion à la réalisation des activités identifiées et d'en assurer le suivi et l'évaluation.

Les actions ou projets envisagés dans le PRD qui ne peuvent pas être supportées par le budget de la région feront encore l'objet de recherches de financement auprès des bailleurs de fonds, des Ministères, d'autres partenaires privés et des projets nationaux (FID, PSDR ...).

CHAPITRE II : PRÉSENTATION SOMMAIRE DU COMMUNE RURAL D'ANTETEZAMBARO

Pour bien connaître le développement approprié de la commune rurale d'Antetезambaro, nous allons voir dans ce chapitre la situation géographique, démographique et les principales activités de la commune puisque ceux-ci font partie des facteurs déterminants des comportements socio-économiques de la population.

SECTION I : Situation géographique et délimitation administrative

§.1. Historique

A- Origine du nom :

Au Sud, de chef lieu de la commune à l'époque précoloniale, le sentier reliant ce village est traversé par la rivière « sahavaro », pour assurer la continuité du chemin, les habitants construisent un pont en bois dont l'arbre utilisé ce que l'on appelle localement « Varo » cet arbre pousse dans la bordure de la rivière. Le pont porte le nom de l'arbre en quoi il est fait : Antetезambaro, le village voisin prête jusqu'à ce moment cette appellation.

B- Histoire du peuplement :

L'origine de la population qui s'y trouve est très variée et cette variation est en fonction du temps.

D'une vision générale, les habitants sont venus du Sud et de l'Ouest de Madagascar, au début du XX^{ème} siècle, à la recherche du latex dans les milieux forestiers dans la côte est de Madagascar, en vue de vendre auprès des colons pour fabriquer le caoutchouc. Pour mieux gérer la population, l'administration coloniale fait une obligation de fonder des villages dans des lieux plus accessibles.

Actuellement, la population ne cesse pas d'accroître sous l'effet du mouvement migratoire, c'est-à-dire le peuplement de la commune se fait toujours de manière continue jusqu'à nos jours.

C-Histoire administrative :

La commune rurale Antetetzambaro était déjà bien connue depuis l'époque coloniale. Elle était sous le gouvernement de Tamatave Suburbaine, elle jouissait un statut de chef lieu de canton. Et après, elle devient Firaiana au moment de la deuxième république. Actuellement, elle devient commune rurale dans la sous préfecture de Tamatave II.

§.2. Les Us et coutumes

A- La structure sociale :

Parallèlement à la structure administrative légale existante, la population possède une structure sociale traditionnelle héritée de ses ancêtres relevant d'une hiérarchie bien organisée, à savoir :

- Les Loholona, ce sont les personnes âgées, dignes de sagesse supérieure, capable de réfléchir profondément et donner des conseils, ils interviennent dans les troubles sociaux, organisation de cérémonie traditionnelle et rituelle.
- Le Mpiloha joro, il est en général le plus âgé des groupes de famille dont l'origine relève d'une même famille et possédant une tombe ou un cimetière commun. Il dirige les cérémonies rituelles du groupe telles que le « Tsaboraha », le « Joro », etc.....
- Les Raiamandreny, ce sont les pères de famille et les notables. A noter que dans cette structure sociale, les femmes ne sont pas considérées, mais elles occupent toutes les activités domestiques et ménagères de la famille.

B- La tradition culturelle :

Pour eux, la tradition est une manifestation de solidarité que ce soit dans les moments de joie ou en cas de malheur.

Les fêtes traditionnelles sont toujours marquées par l'abat des zébus. Dans le cas d'un décès, c'est plutôt une obligation morale envers la société d'assister la famille endeuillée. On risque d'être mis à l'écart par cette dernière si on n'assiste pas à ces événements funèbres et dans ces moments là, ils tuent un bœuf et s'enivrent de « betsabetsa », bière locale, à base de canne à sucre.

Les Fady sont individuels, collectifs ou familiaux, ils doivent être respectés même si l'on cherchera toujours une explication rationnelle car les croyances sont encore tenaces.

§.3. Délimitation géographique et le climat de la zone

A- Situation géographique de la commune :

1) Géographie générale

La commune rurale d'Antetetzambaro est située juste dans la côte Nord de la commune urbaine de Toamasina, à la sous préfecture de Toamasina II, elle se trouve à 15 km au Nord de la ville de Tamatave. Elle possède une superficie de 294 km² et encadrée par les deux fleuves, Ivoloïna et Ifontsy.

La commune est délimitée par :

- L'océan Indien à l'Est
- La commune de Toamasina suburbaine au Sud
- La commune rurale d'Ambodiriana à l'Ouest
- La commune de Mahavelona Foulpointe au Nord
- Et la commune rurale d'Andodabe au Nord-Ouest

2) Géographie administrative :

La commune possède quatorze (14) Fokontany dont :

- Antetetzambaro
- Analamalotra
- Vohidrotra
- Ambonivato
- Ambodiantafana
- Marotandrazana
- Antanetilava
- Sahantaha
- Vohitsara Ifontsy
- Vohilava
- Ampasina
- Tsarahonenana
- Vohitradiana

➤ Et Ambodisatrana

Le Fokontany Analamalotra au Sud-est, c'est le plus proche de la ville de Toamasina dont le chef lieu se trouve environ à 15 km d'Antetезambaro.

Elle est servie par la route nationale numéro cinq ou RN 5, revêtue sur 15 km accessible durant toute l'année.

B- Le climat de la zone :

Dans la commune, le climat est classé comme climat tropical côtier dont durant ces dernières années, la pluviométrie s'avère très instable, ce qui est probablement dû à la perturbation environnementale de la région. On en enregistre une moyenne de 3 m par an. Donc en général, il n'y a pas de mois sec. La quantité d'eau est bien répartie dans l'année et le nombre de jours de pluie par an est élevé.

- La température

La température thermique de la zone est présentée dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°IV : Température moyenne mensuelle de la commune en milieu de l'année 2008 :

Altitude (m)	Période	Température moyenne		
		Annuelle	Mois les plus chaud Octobre - Avril	Mois les plus froid Juillet - Août
06	2003 - 2005	23,7	28,5	20,9
	2006 - 2008	23,8	29,5	20,5

Source : Service météorologique de Toamasina, année 2008

La température moyenne annuelle dans la région est de 24°C environ. On enregistre une forte chaleur à partir de janvier jusqu'au mois d'avril où la température tourne autour de 28 à 29 °C. Pendant la saison fraîche, de Mai à Octobre, la température est légèrement basse et elle atteint un minimum de 20 °C.

- Le vent :

Le vent est un facteur climatique non négligeable, il détermine la température et la pluie.

Les vents principaux de la région sont le VARATRAZA (alizée) et le TSIMOLAOTRO (Mousson).

Le VARATRAZA est présent durant toute l'année mais il s'avère plus fort durant la période cyclonique, il est parfois accompagné de forte pluie surtout pendant le premier quartier de la lune.

Le TSIMOLAOTRO intervient à partir du mois de novembre jusqu'au mois d'avril, c'est un vent chaud qui joue un rôle régulateur de pluie. En présence duquel il n'y a pas de pluie, en effet, sa forte présence en permanence entraîne une sécheresse et accroissement de la température atmosphérique.

C- Le relief morphologique :

❖ La structure de sol

La commune peut se subdiviser en deux types de relief : les plaines que l'on peut trouver dans la région basse de l'est, au fokontany d'Analamalotra, Vohidrotra, Antetezambaro, Ambodiatafana et Vohitsara ou plus précisément dans la zone littorale de la commune.

Le relief montagneux : une grande partie de la commune est montagneuse d'une structure désordonnée et accidentelle et pente très forte dont quelques montagnes peuvent atteindre une pente plus de 45%.

Cette superstructure de terrain prouve la sensibilité à la dégradation et à l'érosion. C'est-à-dire que le sol peut se dégrader facilement par la pluie et il devient de moins en moins fertile. De plus, l'utilisation des cultures sur brulis accélère encore ce phénomène.

❖ Le type du sol :

Dans les zones montagneuses, le sol est ferralitique c'est-à-dire caractérisé, par les couches de terre rouge (argile et fer) au second degré, la couche superficielle est composée d'humus appauvri, c'est-à-dire sous l'effet de l'humidité.

Les sels minéraux du sol s'infiltrent dans la couche secondaire sous l'effet du lessivage.

L'humus est la décomposition de couches en matière organique tels que les feuilles d'arbre, les racines sur le sol.

De toute manière, le sol et la végétation ont une forte liaison qui recycle régulièrement la fertilité, mais on constate toujours des dégradations dans les zones montagneuses à cause de l'érosion à la pluviométrie abondante et à la déforestation.

Tandis que les basses régions de l'est sont caractérisées par un sol sablonneux ensuite, elles accumulent les dépôts organiques provenant des montagnes.

SECTION II : Situation démographique socio-économique et culturelle de la zone

Dans une analyse de développement, l'étude de la nature humaine constitue un atout permettant de dégager les obstacles du développement aux ressources humaines. En plus, la population en tant qu'acteur de développement, occupe une place majeure, étant donné les principaux rôles qu'elle assure dans l'élaboration et la réalisation des objectifs visant à améliorer son cadre de vie.

§.1. La population

A- La répartition de la population par groupe d'âge

Pour une étude de la population, la détermination de sa structure par âge et par sexe pour une année donnée s'avère indispensable.

Pour mieux comprendre la répartition de la population dans les Fokontany par sexe et par tranche d'âge, on peut illustrer à l'aide du tableau suivant :

Tableau V : La répartition de la population dans les Fokontany par sexe et par tranche d'âge :

	0 à 5 ans		6 à 15 ans		16 à 35 ans		Plus de 35 ans		Total	Pourcentage
	M	F	M	F	M	F	M	F		
Analamalotra	113	132	281	389	197	333	123	110	1628	10,71
Vohidrotra	135	155	233	230	390	325	215	190	1873	12,33
Ambonivato	148	121	195	282	294	285	131	131	1587	10,44
Antetezambaro	122	99	223	233	309	285	241	276	1788	11,77
Ambodiantafana	90	129	155	155	232	140	121	176	1198	7,88
Vohitsara	39	60	105	111	136	174	113	159	897	5,90
Marotandrazana	100	128	184	217	244	265	363	451	1952	12,85
Antanetilava	34	47	64	59	54	52	54	60	424	2,80
Ampasina	83	94	45	55	175	192	61	60	765	5,03
Vohitradiana	84	104	114	136	183	193	231	255	1300	8,55
Sahantaha	56	56	98	108	136	62	27	50	593	3,90
Ambodisatrana	49	56	94	109	85	74	61	77	605	3,98
Tsarahonenana	52	52	74	58	103	106	65	71	581	3,82
Commune	1105	1233	1865	2092	2538	2486	1806	2066	15191	

Source : Monographie de la commune en 2009

Ayant 14 Fokontany, le Fokontany Antanetilava est le moins peuplé qui ne présente que 2,80 % seulement de la population et le plus peuplé est celui de fokontany Marotandrazana avec 1952 population qui représente 12,85 % de la population totale de la commune.

Et au-delà de nombre de population par Fokontany, les sexes féminins sont toujours plus nombreux pour chaque tranche d'âge.

L'effectif total de population de la commune est égal à 15191 habitants.

B- L'évolution de la population

- La croissance démographique

La croissance démographique est assurée par le nombre de la population initiale, la naissance, le décès ainsi que le mouvement migratoire dans la commune au fil des années.

Dans cette commune, le dénombrement de la population ne se fait pas tous les ans. Donc, pour ce faire, le suivi des cahiers d'enregistrement par fokontany est fortement nécessaire. En conséquence, les chiffres trouvés dans les sources des données sont très diversifiés car d'autres sont des résultats issus des calculs estimatifs et théoriques. De ce fait, une étude sérieuse est effectuée sur ce point démographique. Le tableau suivant montre l'évolution de la population communale durant ces quatre dernières années, répartie dans les quatorze Fokontany.

Tableau VI : Répartition de la population par Fokontany

Année Fokontany	2006	2007	2008	Septembre 2009
Analamalotra	1044	1096	1123	1628
Vohidrotra	1711	1790	1819	1873
Ambonivato	1400	1456	1541	1587
Antetezambaro	1322	1430	1534	1788
Ambodiantafana	960	1004	1034	1198
Vohitsara	1249	1312	917	897
Marotandrazana	1202	1387	1609	1952
Antanetilava	290	321	369	424
Ampasina	689	735	760	765
Vohitradiana	802	843	855	1300
Sahantaha	485	490	519	593
Ambodisatrana	486	535	594	605
Tsarahonenana	-	-	474	581
La commune	11640	12399	13148	15191

Source : Monographie de la commune en 2009.

- La naissance :

La croissance démographique dépend fortement du taux de natalité de la population c'est-à-dire le rapport entre le nombre de naissance et la population dans une année.

Tableau VII : La répartition de naissance par Fokontany

Année Fokontany	2006	2007	2008	2009
Analamalotra	26	22	17	33
Vohidrotra	24	18	16	12
Ambonivato	19	12	13	15
Antetezambaro	25	20	23	16
Ambodiantafana	14	11	10	13
Vohitsara	26	20	18	24
Marotandrazana	22	17	15	21
Antanetilava	11	09	08	11
Ampasina	10	08	07	10
Vohitradiana	18	11	10	13
Sahantaha	11	10	09	21
Ambodisatrana	09	09	13	18
Tsarahonenana	12	08	14	13
La commune	227	174	173	219
Taux de natalité	14,4‰	10,9‰	10,8‰	13,5‰

Source : État civil (commune rurale d'Antetezambaro)

En 2006, le taux de natalité est de 14,4‰ et de 13,5‰ en 2009, soit au cours de ces quatre dernières années, le taux de natalité est considéré comme moyenne, mais il faut tenir compte que ces naissances sont issues généralement des individus originaires de la commune. Ces immigrants semi-temporaires, on dit « Mpila ravinahitra » préfèrent l'accouchement de leur femme dans leur région natale et y laissent leurs enfants. Le taux de natalité tend vers la baisse. Cette tendance est le

résultat de sensibilisation à la limitation des naissances en adoptant des méthodes contraceptives conventionnelles chimiques.

- La mortalité :

Différente de la natalité, la mortalité reste encore mal contrôlée. Bien sûr, on ne peut pas arrêter les décès survenus mais au moins, sa cause doit être prise en charge.

La tendance générale de taux de mortalité est instable et fluctuante selon les circonstances et les événements. Mais de toute façon, le taux de mortalité est encore fortement élevé, en 2005 et embrassant le seuil 5‰.

Surtout ce taux de mortalité global de la commune, au cours de l'année 2006 et 2007 tend vers une baisse et descend jusqu'à 2,4‰ en 2007. Mais on constate que ce taux s'accroît encore en 2008 de 2,5‰ et connaît une légère dégringolade en 2009 de 1,6‰. On constate que la mortalité est très sensible. Cette sensibilité a un lien de causalité avec la précarisation des conditions de vie de la population. La sous-alimentation et la malnutrition sont des phénomènes qui favorisent la mortalité de manière régulière. L'insuffisance des soins curatifs est aussi un facteur non négligeable de la cause de décès.

§.2. L'éducation

A- Niveau d'instruction de la population :

L'enseignement est la base de développement d'une population. Sans éducation, l'accessibilité aux nouvelles techniques et technologies, s'avère impossible.

Dans la commune rurale d'Antetezambaro, après les efforts concernant l'alphabétisation des adultes, durant les dernières décennies, le taux d'analphabétisation dans la commune est réduit jusqu'à moins de 10%. Donc, d'une vision générale, la majorité de la population savent lire et écrire mais la question se pose au niveau d'instruction globale, plus de 85% de ces habitants n'atteignent pas le niveau d'études secondaire.

Cette faiblesse de niveau d'instruction entraîne une incapacité d'adaptation de nouvelle technologie et le progrès qui impulse sur le développement de commune et voire le pays, permettant à accroître la production de toutes sortes.

1) Les infrastructures scolaires :

Les écoles primaires sont réparties dans tous le Fokontany comme montre le tableau suivant :

Tableau VIII : La répartition de l'EPP par Fokontany

Localisation	Fokontany	Classe	Nombre de salle
Analamalotra	Analamalotra	11 ^e à 7 ^e	7
Vohidrotra	Vohidrotra	11 ^e à 7 ^e	5
Andakolosy	Andakolosy	11 ^e à 7 ^e	6
Ambonivato	Ambonivato	11 ^e à 7 ^e	7
Antetezambaro	Antetezambaro	11 ^e à 7 ^e	5
Ambodiantafana	Ambodiantafana	11 ^e à 7 ^e	3
Vohibendrana	Vohibendrana	11 ^e à 7 ^e	3
Vohitsara Ifontsy	Vohitsara Ifontsy	11 ^e à 7 ^e	3
Marotandrazana	Marotandrazana	11 ^e à 7 ^e	3
Mahambolona	Marotandrazana	11 ^e à 7 ^e	2
Antanetilava	Antanetilava	11 ^e à 7 ^e	2
Ampasina	Ampasina	11 ^e à 7 ^e	3
Vohitradiana	Vohitradiana	11 ^e à 7 ^e	1
Sahantaha	Sahantaha	11 ^e à 7 ^e	3
Ambodisatrana	Ambodisatrana	11 ^e à 7 ^e	2
Tsarahonenana	Tsarahonenana	11 ^e à 7 ^e	1
Vohilava	Vohilava	11 ^e à 7 ^e	4
Commune			60

Source : Mémoire technique (ONG Association Fitiavana)

Il existe 17 établissements primaires publics dans la commune, et 2 localités seulement ne possèdent qu'une salle de classe alors que tout le niveau y existe à savoir Vohitradiana et Tsarahonenana.

2) L'effectif des enseignants

Au total, 86 enseignants sont répartis dans la commune dont 75 aux établissements primaires (EPP) et 11 au CEG travaillant sur 18 établissements.

Cet effectif montre qu'un établissement scolaire est en moyenne occupé par trois enseignants, ou encore en parlant de nombre de salle au sein de l'établissement primaire public, les 75 enseignants travaillent sur les 60 salles de classe soit un taux de 48,7%. Mais normalement, chaque établissement possède 5 niveau de classes de 11e à 7 e donc les 17 établissements doivent avoir 85 classes différentes.

Tableau IX: la répartition des enseignants par fokontany

Localisation	Fokontany	Établissement	Enseignants	Taux Élèves/Maître
Analamalotra	Analamalotra	EPP	11	48,45
Vohidrotra	Vohidrotra	EPP	5	34,00
Andakolosy	Andakolosy	EPP	6	62,17
Ambonivato	Ambonivato	EPP	8	50,75
Antetezambaro	Antetezambaro	EPP	7	44,86
Ambodiantafana	Ambodiantafana	EPP	4	35,00
Vohibendrana	Vohibendrana	EPP	4	37,75
Vohitsara Ifontsy	Vohitsara Ifontsy	EPP	4	34,50
Marotandrazana	Marotandrazana	EPP	4	44,75
Mahambolona	Marotandrazana	EPP	1	67,00
Antanetilava	Antanetilava	EPP	2	36,50
Ampasina	Ampasina	EPP	3	64,33
Vohitradiana	Vohitradiana	EPP	2	109,00
Sahantaha	Sahantaha	EPP	3	66,67
Ambodisatrana	Ambodisatrana	EPP	4	47,25
Tsarahonenana	Tsarahonenana	EPP	3	47,33
Vohilava	Vohilava	EPP	4	44,25
Antetezambaro	Antetezambaro	CEG	11	78
Commune			86	

Source : Mémoire technique (ONG Association Fitiavana)

3) Effectifs des élèves :

Dans la commune, l'effectif des élèves pour l'année 2003 est de l'ordre de 3.247 élèves soit 2926 dans l'établissement primaire et 321 au CEG.

D'une manière générale, le taux de scolarisation global de la Commune est de l'ordre de 60,58%, donc presque plus de tiers des enfants de la commune sont encore non scolarisés Il faut toujours mentionner que le taux de scolarisation donné est basé sur le rapport entre le nombre des élèves et le nombre des enfants qui sont en âge scolaire.

La proportion de scolarisation est très variée d'un Fokontany à l'autre selon le cas, on va illustrer à l'aide de ce tableau suivant la répartition de ces élèves par Fokontany.

Tableau X : La répartition par classe des élèves dans les EPP de la commune :

Localisation	Fokontany	11 ^e		10 ^e		9 ^e		8 ^e		7 ^e		Total		Total
		Garçons	Filles	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	
Ambodiantafana	Ambodiantafana	12	17	13	12	17	12	09	07	05	07	56	55	111
Vohibendrana	Ambodiantafana	19	23	15	10	12	13	07	03	06	04	59	53	112
Ambodisatrana	Ambodisatrana	47	18	23	11	12	09	04	04	05	01	91	43	134
Ambonivato	Ambonivato	57	35	35	20	21	26	17	22	20	11	150	114	264
Ampasina	Ampasina	37	45	06	09	07	04	-	-	-	-	50	58	108
Analamalotra	Analamalotra	66	77	52	42	33	58	16	14	18	17	185	208	393
Antanetilava	Antanetilava	12	14	10	04	02	06	05	00	03	01	32	25	57
Antetezambaro	Antetezambaro	68	62	40	34	26	28	32	26	18	27	184	177	361
Sahantaha	Sahantaha	27	24	15	12	12	07	07	03	00	-	61	46	107
Mahambolona	Marotandrazana	12	18									12	18	30
Marotandrazana	Marotandrazana	25	28	13	24	17	11	06	22	00		61	85	146
Vohilava	Marotandrazana	27	30	11	16	14	03	06	05	11	14	69	68	137
Andakolosy	Vohidrotra	71	73	44	58	32	32	18	08	16	18	181	189	370
Vohidrotra	Vohidrotra	31	36	12	17	17	12	05	12	04	08	69	85	154
Vohitradiana	Vohitradiana	46	43	18	26	12	18	04	08	09	07	89	102	191
Tsarahonenana	Vohitsara	23	17	14	15	10	14	6	06	12	07	65	59	124
Vohitsara	Vohitsara	36	22	15	13	08	12	09	07	02	03	70	57	127
Commune		616	582	336	323	252	265	151	147	129	125	1484	1442	2926

Source : Mémoire technique (ONG Association Fitiavana)

Tableau XI : Classification des élèves en Collège d'enseignement Général

Classe	6 ^{ème}		5 ^{ème}		4 ^{ème}		3 ^{ème}		Total		
Sexe	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	Total
Effectif	37	44	26	30	18	32	18	18	97	124	321

Source : Collecte à travers les EPP de la commune.

D'une manière globale, on démontre que parmi les 2926 enfants scolarisés en classe de 11^{ème}, 81 seulement ont atteint la classe de 6^{ème} sans redoubler et correspond à un taux de réussite global de 6,7% qui est très faible.

Malgré son infrastructure scolaire qu'on peut dire à la limite acceptable, ce taux de réussite montre que la réussite ne dépend pas seulement la qualité d'enseignement mais il y a encore d'autres facteurs qui jouent rôle très important tel que la motivation des parents ainsi que de l'enfant lui-même.

Tableau XII : le taux de réussite en examen de CEPE dans la commune pour l'année 2003

Localisation	Fokontany	Classe	Effectif 7 ^{ème}	Réussite au CEPE	
				Admis	Taux
Ambodiantafana	Ambodiantafana	11 ^e à 7 ^e	12	05	41,67%
Vohibendrana	Ambodiantafana	11 ^e à 7 ^e	10	00	0,00%
Ambodisatrana	Ambodisatrana	11 ^e à 7 ^e	06	00	0,00%
Ambonivato	Ambonivato	11 ^e à 7 ^e	31	09	29,03%
Ampasina	Ampasina	11 ^e à 7 ^e	-	-	-
Analamalotra	Analamalotra	11 ^e à 7 ^e	35	00	0,00%
Antanetilava	Antanetilava	11 ^e à 7 ^e	04	00	0,00%
Antetezambaro	Antetezambaro	11 ^e à 7 ^e	45	11	24,44%
Sahantaha	Sahantaha	11 ^e à 7 ^e	-	-	-
Mahambolona	Marotandrazana	11 ^e			
Marotandrazana	Marotandrazana	11 ^e à 7 ^e	25	02	8,00%
Andakolosy	Vohidrotra	11 ^e à 7 ^e	34	04	11,76%
Vohidrotra	Vohidrotra	11 ^e à 7 ^e	12	04	33,33%
Vohitradiana	Vohitradiana	11 ^e à 7 ^e	16	02	12,50%
Tsarahonenana	Vohitsara	11 ^e à 7 ^e	19	03	15,79%
Vohitsara	Vohitsara	11 ^e à 7 ^e	05	00	0,00%
Commune			254	40	15,75%

Source : Plan Communal Développement (PCD), 2009, commune rurale Antetezambaro.

Dans la commune, certains EPP n'ont pas de classe de 7^e comme l'EPP dans le Fokontany Sahantaha et Ampasina, l'EPP Ambodiantafana qui a le taux de réussite le plus élevé 41,67% avec 12 élèves inscrit en classe de 7^{ème}. Et pour les autres EPP comme dans le Fokontany Antanetilava, Analamalotra, Ambodisatrana, Ambodiantafana, Vohitsara c'est le cas contraire avec le taux de réussite 0%.

D'une manière générale, le taux de réussite en examen de CEPE dans la Commune est très faible de l'ordre 15,75%, sur 254 candidats il n'y a que 40 élèves seulement admis.

B- L'abandon :

Pour limiter la déscolarisation, les directeurs d'écoles ont pris des décisions de ne pas renvoyer les élèves.

Les redoublements successifs entraînent l'abandon des enfants à la scolarisation et il est plus accentué dans la classe de 7^{ème}, chaque année on perd plus de 25% des effectifs par classe.

➤ Les principales causes de déscolarisation :

Plusieurs facteurs perturbent le domaine scolaire dont on peut les classer en deux groupes : la qualité d'enseignement et les parents.

- La qualité d'enseignement :

La qualité d'enseignement est toujours en relation avec condition de vie de l'enseignant et son niveau de compétence. Mais une chose est sûre, quelque soient les éventualités, les victimes sont toujours les élèves ; dans ce cas, le contrôle générale au niveau de l'enseignement est fortement nécessaire.

- Les parents :

Durant la période des travaux agricoles, les parents forcent leurs enfants à les aider et abandonner leurs études à l'école temporairement. Durant l'année scolaire, l'absence d'un élève peut atteindre une durée totale de 3 mois.

De plus, l'achat des articles scolaires est parfois négligé, ainsi les enfants ne peuvent pas entrer en classe l'année suivante. Donc les parents sont très réticents vis-à-vis de la scolarisation de leurs enfants.

§.3. La Santé

Toutes activités économiques ou sociales dépendent fortement de la situation sanitaire de la population. Cette situation est principalement basée sur trois choses : La nutrition, les infrastructures sanitaires et la qualité de soin.

❖ La nutrition :

Bien que la commune possède une potentialité agricole et économique importante, or la malnutrition existe encore. La population ne souffre pas de sous

alimentation, parceque les différentes cultures de l'année, les revenus acquis du girofle, des litchis ainsi que des produits artisanaux sont des atouts majeurs de la population dans cette région.

Mais le niveau d'instruction de la population et l'habitude à la tradition amènent les habitants à la piste de la malnutrition, c'est-à-dire que leur nourriture est souvent à la base des végétaux. L'alimentation riche en élément indispensable à la santé telle que la viande bovine, porcine, poisson frais, volailles ne sont pas fréquent. Les poissons présentent quelque fois dans le plat familial de la population dans le littoral.

❖ Les infrastructures sanitaires :

La commune possède deux centres de santé de base, Antetезambaro et Vohitradiana, dont les caractéristiques sont données par le tableau suivant :

Tableau XIII : les centres de santé de base de la commune

Localisation	Désignation	Médecin	PARAMÉDICAUX			Lit	Personnel administratif	Consultation annuelle
			Sage femme	Infirmier	Aide Sanitaire			
Antetезambaro	CSB II	1	0	0	1	05	1	363
Vohitradiana	CSB I	0	0	1	0	00	1	240
commune		1	0	1	1	05	2	603

Source : Plan Communal de Développement (2009)

Le CSB d'Antetезambaro assure les soins dans le Fokontany de la commune comme Vohitsara, Ambodiantafana , Vohidrotra et celui de Vohitradiana assure le Fokontany de la partie Ouest tels Ampasina, Sahantaha, Antanetilava. Pour les Fokontany les plus proches de la ville de Toamasina comme Analamalotra et Ambonivato profitent les centres de santés urbains.

❖ Les Soins :

Le soin est assuré par trois (3) agents sanitaires seulement répartis dans les deux centres de santé de base On va illustrer à l'aide de tableau suivant l'intensité de soin dans la commune

Tableau XIV : l'intensité de soin dans la commune.

Localisation	Population cible	Nombre de patient par agent sanitaire	Consultation par mois	Consultation annuelle
CSB Antetезambaro	9746	4873	363	4756
CSB Vohitradiana	4530	4530	240	2880
Total	14276	4758	603	7236

Source : Centre de Santé de Base.(Antetезambaro,Vohitradiana)

Un effectif de population à 16216 dont 14276 est le nombre des habitants fréquentant les centres de santé de base où les soins sont assurés par ces trois (3) agents sanitaires soit en moyenne 4758 par agent .Ce nombre varie d'un CSB à autre .

A Antetезambaro, l'effectif est de 4873 par agent, en recevant des 363 consultations mensuelles (ou 4356 par an) et à Vohitradiana, il est de l'ordre de 4530.Au total dans les deux CSB ,603 consultations sont dénombrées dans un mois soit 7236 par an, et les taux de fréquentation de service de base à Antetезambaro et à Vohitradiana sont respectivement 60% et 28% de la population totale.

❖ La vaccination :

Les taux de vaccination enfantine globale de la région sont respectivement 90% et 85%.Bien que le taux maximum n'est pas encore atteint mais on peut dire

qu'ils sont dans les limites acceptables par exemple les opérations de vaccination de BCG et de POLIOMYÉLITE sont effectuées à 100% à Antetetzambaro et 83,3% à Vohitradiana dans les sujets de 0 à 11 en 2003.

Malgré cet effort en opération de vaccination, selon les sources médicales, les maladies pathologique comme la fièvre infections cutanées, pneumonie , diarrhée et la gale sont encore les plus dominants et frappent surtout les enfants moins de 5 ans .De plus les mauvaises conditions d'hygiène, la malnutrition des nourrissons et de la mère ainsi qu'au non fréquentation de centre de santé pour des raisons pécuniaire et d'éloignement ,c'est la raison pour laquelle le taux de mortalité infantile est encore élevé

SECTION III. Les principales activités

§.1. L'agriculture

A- Classification de la culture :

On estime que 70% de la population vit de l'agriculture, c'est-à-dire qu'elle joue un rôle très important aux survies ainsi que la principale source de revenu de la population.

Dans la commune, la culture est très diversifiée à savoir : Culture saisonnière, culture permanente, culture vivrière et culture de rente.

- Les cultures saisonnières :

Ce sont les cultures qui suivent le cycle saisonnier annuel, le calendrier de culture est bien déterminé au cours d'une année. Ces cultures pourraient suivre de cycle normale ou naturel et de cycle de contre saison pour pouvoir accroître la production annuelle. Cette méthode est souvent appliquée aux cultures à cycle inférieur à 6 mois comme le riz, manioc.

- Les cultures permanentes :

Ce sont les cultures durables dont le renouvellement dépasse une année, en majorité ce sont des arbres fruitiers.

Bien que le renouvellement ne soit pas annuel, la récolte est toujours annuelle suivant des cycles saisonniers, on distingue :

Les arbres fruitiers tels que le manguier, les litchis, la récolte se fait une seule fois durant une année, tandis que le café, le cycle est deux fois par an voire même trois fois selon les espèces.

Les produits aussi peuvent être classifiés selon la destination dont on peut citer.

- Les cultures vivrières :

Comme son nom l'indique, elles sont indispensables aux besoins quotidiens de la population, assurant leur survie aux besoins alimentaires. Ce sont les riz, manioc, banane, patate, etc.....

- Les cultures de rente :

Ce sont généralement les cultures destinées à l'exportation et créatrice de revenu tel que le café, girofle, litchis, noix de coco, cannelle.

B- Le mode de culture

Dans la Commune, on distingue deux sortes de mode de culture : La culture pluviale et la culture irriguée.

- La culture irriguée :

La pratique de l'irrigation est moins diversifiée. La constatation est faite seulement dans la riziculture.

La méthode utilisée est encore traditionnelle, les canaux d'irrigation sont moins développés.

- La culture pluviale :

La culture dépend de la pluie, qui n'utilise pas de système d'irrigation, c'est le mode de culture le plus répandu dans la Commune.

Il est fortement lié au facteur climatique.

La culture pluviale est appliquée en grande partie dans les zones montagneuses, dont les méthodes utilisées variables selon la culture appliquée.

Pour la culture vivrière comme le riz sur « tanety », manioc, patate, les cultivateurs pratiquent la culture sur brulis.

C- Les productions :

On estime que 65% de la population vit entièrement à l'agriculture sans autre activité secondaire. Dans la pratique de l'agriculture, la production varie d'une Fokontany à l'autre selon la fertilité du sol, caractéristique du terrain (plaine ou montagne) ainsi que la spécialisation des habitants.

Le riz, le manioc, la patate, le maïs et la banane sont des produits pour assurer la survie en matière de nourriture.

Tandis que le litchi, le café, la noix de coco et la canne à sucre assurent presque entièrement la source de revenu. Mais le fruit comme la banane, elle est à la fois source de revenu et complète le comble, lacunes des rations alimentaires.

Tableau XV : les différents produits et les productions de chaque Fokontany dans la Commune pour l'année 2008 :

Fokontany	Analamalotra		Vohidrotra		Ambonivato		Antetezambaro		Ambodiantafana		Vohitsara	
Produit	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha
Paddy	13	65	45	65	12	25	140	150	65	80	470	450
Maïs	1	3	1	3	5	15	30	50	10	40	16	20
Manioc	10	35	40	35	20	17	190	80	130	45	45	15
Patate	4	14	25	14	12	6	85	40	40	20	30	15
Légume	4	1	2	1	0,5	0,25	0	0	2	1,5	0	0
Canne à sucre	190	20	300	20	75	75	50	40	30	15	120	40
Café	2,5	5	8	5	8	5	3	10	1	3	2	5
Girofle	4	0	0	0	6	4	0	0	0	0	0	0
Banane	0	4,5	9	4,5	32	15	10	20	0	0	3	3
Mangue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Litchi	80	55	240	55	35	8	100	150	30	45	10	30
Avocat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ananas	17	6	17	6	40	14	6	5	0	0	0	0
Noix de coco	3	1	0	0	0	0	10	15	40	30	20	15

Fokontany	Marotandrazana		Antanetilava		Ampasina		Vohitradiana		Sahantaha		Ambodisatrana	
Produits	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha	Production en tonne	Surface en ha
Paddy	200	300	100	350	80	350	40	35	30	25	30	20
Maïs	60	100	130	100	30	100	6	4	4	3	20	10
Manioc	300	100	80	200	80	120	10	6	3	4	0	0
Patate	70	45	35	50	80	60	0	0	0	0	0	0
Légume	1	1	0	0	2	1	0,3	0,4	0	0	0	0
Canne à sucre	1	10	80	60	50	60	12	8	80	30	45	25
Café	2	5	1	5	50	20	0,75	5	0,4	2	0,25	1,5
Girofle	0	0	2	4	1	1	0	1	0	0	0	0
Banane	5	2	1	1	20	10	3	7	12	7	4,5	2
Mangue	0	0	2	5	0	0	0	0	0	0	0	0
Litchi	50	150	150	100	80	120	1,5	2	15	15	5	1
Avocat	0	0	1	2	0	0	1	2	0	0	0	0
Ananas	2	1	1	5	40	100	4	3	6	3	2	1
Noix de coco	1	1	0	0	30	10	0	0	0	0	0	0

Source : Mémoire technique (ONG Association Fitiavana)

Le riz, comme il s'agit d'aliment de base, la commune pratique deux sortes de riziculture. La riziculture pluviale et la riziculture irriguée, dont la dernière est la plus pratiquée, du faite que la commune possède des plaines relativement vaste notamment dans les districts de Sahavaro, Vohitsara et de Marotandrazana mais elles sont plus vaste dans le Fokontany de Vohitsara.

La production totale de la commune en paddy pour l'année 2008 est de 1225 tonne. Cette production est très variable d'une Fokontany à l'autre et que la plus importante est celle du Fokontany de Vohitsara avec une quantité de 470 tonnes suivi de Fokontany Marotandrazana et Antetezambaro par contre la production est plus faible dans les Fokontany d'Analamalotra et d'Ambonivato

Et pour les autres produits comme manioc, le sol dans cette région est très favorable à cette culture, dont la production peut dépasser le seuil de 5 tonnes par hectare, mais la réticence de la population vis-à-vis de ce produit est très visible. Une petite partie de la production entre dans la consommation alimentaire et le reste est destiné aux nourritures des bêtes et à la vente extra-communale, ces genres de produits ne figurent pas dans le marché local.

Le tableau suivant montre les différents produits, et la production en tonne ainsi que la surface cultivée en hectare dans la commune.

Tableau XVI : Récapitulatif de production agricole de la commune :

Produit	Production en tonne	Surface cultivée en tonne
Paddy	1225	1915
Maïs	313	448
Manioc	908	657
Patate	381	264
Légume	11,8	6,15
Canne à sucre	1033	403
Café	78,9	71,5
Girofle	13	10
Banane	99,5	76
Mangue	2	5
Litchi	796,5	731
Avocat	2	4
Ananas	135	144
Noix de coco	104	72

Source : Production de la commune.(Plan communal de développement)

Dans la commune, les arbres fruitiers sont innombrables dont, ils sont considérés comme des plantes domestiques comme par exemple le cocotier, avocatier dont les quantités de production ne sont pas significatives 2 tonnes seulement.

§.2. L'élevage

D'une vision générale, les habitants de la commune rurale d'Antetizambaro sont en majorité des agriculteurs, mais cela n'empêche pas l'élevage des variétés de bêtes domestiques.

Pour la population, l'élevage est considéré d'une part, comme épargne de son patrimoine et de sa valeur, c'est ainsi que le prestige d'une personnalité est en fonction de nombre de tête de zébus qu'il possède et d'autre part, il a une forte liaison avec l'agriculture ; les bovins sont utilisés pour labourer la terre

Tableau XVII : La quantité des produits vendue d'élevage par Fokontany

Cheptels	Bovidé		Porc		Volaille		Dinde		Canard		Oie		Miel	
Fokontany	effectif	vente	effectif	vente	effectif	vente	effectif	vente	effectif	vente	effectif	vente	Quantité en L	vente
Analamalotra	120	11	35	28	950	570			500	375	100	40		
Vohidrotra	45	4			1450	870			100	75				
Ambonivato	80	7	40	32	800	480			300	225	50	20		
Antetezambaro	130	12			3500	2100			150	120	300	120	200	190
Ambodiantafana	65	6			1000	600			250	180	20	8		
Vohitsara	1040	94			2500	1500			2000	1500	40	16		
Marotandrazana	60	5	80	64	2000	1200	500	375	1500	1125	200	80		
Antanetilava	30	4	80	64	2100	1260	100	75	2000	1500	100	40		
Ampasina	50	6	100	80	2000	1200	300	225	800	600	500	200	240	235
Vohitradiana	88	8	15	12	820	492	130	90	70	55	50	20		
Sahantaha	40	5			750	450			150	125	30	12		
Ambodisatrana	50	7			450	270	30	20	140	105	25	10		
commune	1798	169	350	280	18320	10992	1060	785	7960	5985	1415	566	440 litres	425 litres

Source : Mémoire technique (ONG Association Fitiavana).

A- Le Bovidé :

Le zébu est l'un de l'espèce élevée par les habitants, bien qu'une petite part de cheptel est destinée à la vente, il fournit une grande nécessité dans le domaine de l'agriculture dans la région comme.

- Assistance à la préparation des rizières, les zébus piétinent les rizières pour mélanger et submerger les débris végétaux avant la semence.
- Durant les fêtes traditionnelles, ils font l'objet de sacrifice aux ancêtres. Les zébus aussi sont tués pour motiver les gens pour faire de récolte dans les bonnes saisons et qu'on appelle localement « Tambirô ».

Au total la commune compte 1798 têtes de zébus dont le Fokontany de Vohitsara place dans le premier rang et représente environ 57% de l'effectif total de la commune.

Pour la commercialisation, les bêtes sont parfois vendues vivantes avec un prix moyen de Ar 300 000 à Ar 500 000 chacun aux acheteurs provenant de l'extérieur de la commune.

La commune ne possède ni abattoir ni marché local pour la vente, la commercialisation est faite à l'extérieur de la commune.

L'élevage de vache laitière commence avoir un essor très considérable pour la commune car on dénombre environ 202 têtes et qui produisent 213 litres par jour.

B- Le porcin :

L'élevage porcin est très limité par la tradition interdisant dans certains endroits.

De plus dans l'élevage porcin, une structure d'encadrement est nécessaire notamment sur le point technique car la population pratique l'élevage de manière traditionnelle, en laissant les porcs trainer n'importe où pour trouver la nourriture. A cet effet, sa croissance est lente et même n'atteint pas la taille maximale espérée.

Il y avait du moment où la population est très motivée vis-à-vis de l'élevage ; mais à défaut d'alimentation et d'indisponibilité de provende dans la région et même s'il en existe, son pouvoir d'achat ne permettrait pas l'acquisition régulière et que l'élevage n'est pas encore au stade de professionnalisation ; actuellement la production tend vers une baisse.

En 2008 l'effectif total est de 350 têtes dont le fokontany d'Ampasina détient la tête de la liste avec un effectif de 100 suivi de près par Antanetilava et Marotandrazana au nombre de 80, le produit est réservé strictement à la vente procurant de revenu supplémentaire à la production.

C- La volaille :

La volaille est liée à la vie quotidienne de la population, toutes les familles pratiquent en effet son élevage .La commercialisation des produits est principalement assurée par des démarcheurs intermédiaires provenant de Toamasina ; la production vendue est estimée à 60% de la production totale.

Antetazambaro domine en nombre car l'effectif atteint jusqu'à 3500 têtes tandis que les autres fokontany, la production varie au tour de 1000 à 2000 têtes sauf dans le fokontany de Vohitradiana, Sahantaha et Ambodisatrana la production sont moindres, soit respectivement 820 ,750 et 450 têtes.

Toutes les années, l'élevage connaît toujours des moments difficiles .Une épidémie de maladie infecte chaque année les oiseaux et les ravage presque le 80% de l'effectif totale.

Les habitants affirment que malgré les efforts en vaccination des volailles, Cette épidémie endémique ne cesse de propager surtout durant la saison chaude et ils demandent encore s'il existe d'autres moyens médicaux ou techniques pour la juguler.

Il ne faut pas oublier que l'élevage dans la région est encore traditionnel où les volailles sont laissés trainer un peu partout et dormant sur des troncs d'arbres .Bien quelques associations dans la commune ont la volonté de pratiquer l'élevage moderne, des encadrements techniques sont fortement appréciés pour obtenir des bons résultats.

D- Les palmipèdes :

Dans la commune, l'élevage des palmipèdes comme les canards , l'oies n'est pas très développé , sauf dans des fokontany Vohitsara, Marotandrazana et Antanetilava, qui tiennent le 69 % de l'effectif sur la production communale, qui est dénombré à 900 têtes .Bien qu'ils nécessitent des soins particuliers à cause de fragilité des canetons.

Ils sont plus résistants aux maladies par rapport aux volailles et les palmipèdes ont besoins de point d'eau pour vivre, sans quoi, la productivité n'est pas satisfaisante.

L'élevage de ces palmipèdes est considéré comme un plaisir de la population de la commune, car il ne constitue pas une activité principale pour survivre. Il n'est pas fait seulement pour des fins commerciales mais aussi pour honorer les fêtes et visiteurs considérés.

Les grands palmipèdes comme l'oie ne sont pas répandus dans toute la commune ; son élevage demande des soins particulières et de condition favorable à sa survie telle que l'existence en permanence de l'eau, c'est pourquoi on ne trouve pas dans les endroits de hautes montagnes dépourvus de grandes points d'eau ; ou cours d'eau.

La Commune entières compte 161 têtes, dans chaque fokontany, l'élevage est pratiqué par quelques familles seulement.

De plus l'élevage est destiné à l'autoconsommation en profitant les périodes des fêtes telles que la fête nationale, le nouvel an. Donc juste une petite partie seulement soit 40%est destinée à la vente et écoulée en majorité dans la ville de Toamasina.

E- Le dindon :

L'élevage de ce grand oiseau de la basse-cour est le moins pratiqué dans la commune. Quelque dizaine de famille seulement qui occupent cet élevage et ne visible dans 5 Fokontany de la commune, l'effectif total de ce grand oiseau est de 1060 têtes. Ce nombre est expliqué par l'exigence très spéciale de ces grands oiseaux avec des conditions particulières majorées par leur vulnérabilité aux maladies de leur petits.

Ils sont aussi élevés comme oiseaux de fêtes et de cérémonie. La quantité commercialisée est de l'ordre de 785 têtes soit 74% de l'effectif total.

F- L'agriculture :

C'est le type d'élevage le moins pratiqué au niveau de la commune, les pratiquants sont limités environ d'une dizaine et les ruches sont au nombre de trentaine réparties dans les Fokontany d'Antetezambaro et Ampasina. La population se contente toujours du miel sauvage.

La production communale est évaluée 520 litres par an.

§.3. La pêche

La pêche est une activité inséparable à la population vivant dans la ligne côtière de la commune, dont la consommation moyenne des produits halieutiques est de l'ordre de 4 fois par semaine.

La pêche est considérée comme une activité principale pour certains individus et activité secondaire pour les autres, mais quelque soit son importance vis-à-vis de la population, les méthodes et les matériels sont les mêmes, la différence est au niveau de la quantité de produits pêchés et selon le milieu, la mer ou l'eau douce.

A- Les modalités de pêche

Dans la commune, on distingue deux sortes de pêche : la pêche maritime, la pêche fluviale.

➤ La pêche maritime :

Elle est pratiquée par les habitants qui se trouvent dans la région côtière de la commune telle qu'Analamalotra, Vohidrotra, Antetezambaro, Ambodiantafana et Vohitsara. Ils utilisent principalement des filets, des pirogues en bois pour l'embarcation. Malgré l'abondance des produits halieutiques de la région, des nombreux problèmes sont relevés.

Premièrement le manque de matériels causés par la pauvreté des paysans qui empêche l'acquisition des outils et matériels permettant l'accroissement de leur production.

Deuxièmement, le problème d'accostage, les pêcheurs ont du mal à accoster au bord à cause des grandes vagues de l'océan qui sont parfois capable de briser leurs embarcations, ainsi que ces pêcheurs risquent toujours leur propre vie.

Troisièmement, au niveau environnemental, des pêcheurs industriels se trouvent dans leurs zones de pêche et provoquent actuellement un décroissement de la production halieutique.

Et finalement, la commercialisation reste encore un problème non négligeable, l'écoulement des produits est assuré par des intermédiaire provenant de la ville de Toamasina, or cette intermédiation affecte directement au niveau du prix local et surtout à la motivation des pêcheurs.

Dans cette modalité, les produits sont principalement les poissons pélagiques tels que les petits thons, les harengs et les trois dents, etc....

B- La production et les produits :

Divers produits halieutiques qu'on peut trouver dans le canal de Pangalane et sur le long de la côte de la commune, on va les grouper en deux grandes catégories : les poissons et les crustacées. Les pêcheurs de la commune profitent principalement les poissons pélagiques en utilisant des filets de pêche, la pêche à la ligne est moins fréquente. Les crustacées englobent les crabes, les crevettes et les langoustes.

On estime que 10% des produits pêchés sont destinés à la propre consommation des pêcheurs, tandis que 90% sont vendus localement ou dans le marché extra-communale, notamment dans la ville de Toamasina par les intermédiaires commerciaux.

La commune entière produit annuellement des produits halieutiques environ 118,5 tonnes dont la répartition est donnée par le tableau suivant.

Tableau XVIII : récapitulatif de production de produit halieutique de la commune :

Produit	Produit en tonne	Produit vendu en tonne
Poisson de mer	48	1
Poisson d'eau douce	39	1
Crevette de mer	13,5	1
Crevette d'eau douce	7	1
Crabe	4	4

Source : Plan Communal de Développement.

C- Les poissons :

Dans la côte littorale de la commune, la pêche aux poissons est pratiquée par la majorité des habitants.

Les produits sont évidemment des poissons pélagiques comme évoquer ci-dessus.

La période de pêche est limitée pendant les moments s dit « beau temps » du mois de septembre au mois de mai .Au de la de cette intervalle la mer n'est pas très rassurant peut être dangereuse.

Le poisson représente 79% des productions totale de produits halieutiques de la commune soit environ 86,11 tonnes par an. Durant ces deux dernières années, diminution des quantités est dû à la prédominance des pêcheurs industriels braconnier.

La production est plus importante dans les fokontany Vohidrotra et Antetezambaro.

Les poissons d'eau douce dont la pêche est pratiqués le long de l'année dans le canal de pangalana mais on peut remarquer que la quantité de la production reste encore dans le niveau relativement faible .Ils présente 35% de la production halieutique de la commune.

D- La crevette :

La marée de la cote de la commune n'est pas compatible à la pêche aux crevettes. Mais la principale pêche aux crevettes profite le canal de pangalane. La production annuelle ne dépasse guère le seuil de 21 tonnes et représente en moyenne 10% de production halieutique de la commune.

E- Le crabe :

Comme la crevette, le crabe, la production est faite spécialement dans l'eau douce et la quantité produite est très minime par rapport aux autres produits. La production annuelle est de l'ordre de 4 tonnes soit 3,24%de la production en produit halieutique.

§.4. L'artisanat

Les habitants de la commune sont des agriculteurs et, l'artisanat est toujours considéré comme activité secondaire créatrice de nouveau revenu .

Pourtant dans certain domaine, il assure la survie d'une petite partie de la population. Bien que l'artisanat ne soit pas très développé dans le point de vue commercial, il est fortement nécessaire à la vie quotidienne. Le principal domaine artisanal du commune est la vannerie, elle est le plus développée dans le chef lieu de la commune Antetezambaro.

Il y a divers types de produits tels que panier, sous plat, sous assiette et des divers œuvres d'art.

La vannerie est une activité effectuée par les femmes, vivants parfois en association, pour procurer une source de revenu à la famille. Leurs produits ont une forte présence dans les marches de la ville de Toamasina.

Le problème persiste actuellement au niveau de point de vente local, les artisans les exposent dans des hangars construites au bord de la route pour être mieux visible, alors que ces produits sont vulnérables à l'humidité et au rayon solaire.

Bien que la vannerie est l'art le plus remarquable de la commune, car elle procure plus de ressource financières, il existe aussi d'autre activités artisanales qui sont fortement attachées à la vie quotidienne de la population telle que le tissage, la couture chez les femmes ainsi que la forge et la charpenterie artisanale pour les hommes, mais ces activités sont considérées comme innées à la population et destinées aux utilisations familiales.

A- La vannerie :

La vannerie est une activité spécialement liée aux femmes. Dans la commune, cette activité est relativement mieux organisée par rapport aux autres activités. Elle est visible le long de la route nationale numéro cinq (RN 5) notamment dans le fokontany du chef lieu de la commune.

Elle est parmi les activités les plus lucratives de la commune après pêche et la commune elle-même en est réputée.

Les œuvres les plus célèbres sont ceux utilisent le « ravalala » comme matière première. Les produits finis sont très variés : à savoir les paniers, corbeilles, porte-bouteilles, des diverses boîtes de toutes dimensions. Ces produits faits pour être destinés à la vente.

B- Le tissage :

Le tissage est aussi une activité spécialement liée aux femmes. Elle est nécessaire pour la vie quotidienne de la famille. Il est à mentionner qu'il n'y a pas vraiment des grandes spécialistes mais concernant les produits tels que les nattes (tsihy) et les soubiques (tany) de toutes sortes, toute la population féminine en connait car c'est une qualité exigée aux femmes selon la tradition.

De ce cas, le tissage est répandu dans toute la commune et très nécessaire : les soubiques appelées localement »tanty » ou « elitra » sont utilisées pour la récolte des produits agricoles comme emballage, etc. Tandis que les nattes sont nécessaires pour le séchage de produit tel que les cafés au soleil ou en plein air.

Bien que le tissage soit fait pour l'usage familial, une poignée des habitants le fait quand même pour la vente en profitant surtout les moments de bonne récolte de girofle et surtout pour satisfaire la demande extérieure de la commune.

Les produits destinés à la vente à la marche extra-communale, surtout dans la marche de la ville de Tamatave sont faits parfois par des artisans expérimentés dans le but de les rendre plus esthétiques et avoir plus de valeur correspondant aux prix.

C-La charpenterie et menuiserie :

La construction des maisons traditionnelles est la principale activité des artisans dont la majorité des hommes vivants dans la commune savent la charpenterie traditionnelle, mais la connaissance de cet art n'est toujours pas utilisée à des fins commerciales.

Quant aux charpenteries classiques et menuiserie, la commune ne possède pas des spécialistes répandus dans tous les fokontany. On ne peut trouver des variables charpenteries et de menuisiers que dans le fokontany du chef lieu de la commune Antetezambaro et Ambidiantafana. Ces hommes font ses activités comme supplémentaire pour assurer la survie de leur famille.

La demande surplace de leur produit est insuffisante pour ces artisans, d'ou la manque de débouché est un problème majeur pour ces artisans. Par conséquent, leur source de revenu devrait être appuyée par l'agriculture et la pêche pour pouvoir bien assurer les besoins de leurs familles.

CHAPITRE III : CONSTATS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DE LA COMMUNE

Dans ce chapitre, nous allons aborder les sources d'impulsion économique à travers ses potentialités naturelles et divers infrastructure.

SECTION I : Les opportunités économiques

§.1. La culture de rente

A- Les litchis :

Comme dans toutes les régions de la province, la production du fruit de litchi varie selon un rythme aléatoire, pouvant se différencier d'une année à l'autre. Comme pour l'année dernière, la production est de l'ordre de 1365 tonnes.

Plus 85% de la production de la commune est destinée à la vente et chaque année la récolte de litchis dans cette région est relativement bonne grâce à la fertilité de sol et le climat convenable à la culture.

B- Son importance au niveau économique :

Lors la campagne de litchis, plusieurs employés sont créés sur le lieu comme les transports des litchis inter-Fokontany jusqu'à l'embarcation dans les camions, l'accroissement des productions pour les artisans qui produisent des « Tanty » ou des « Garaba » comme les outils nécessaires lors de la récolte des litchis.

§.2. L'importance de la richesse patrimoine naturel et culturel

La région Atsinanana dispose d'un climat chaud et humide dont les côtes est bordée de nombreuses plages, la faune, la flore et des paysages variés. 80% des animaux et 90% des plantes se trouvent dans la zone sont tous endémiques de Madagascar. C'est le cas des lémuriens, serpente...

Chaque année, de nombreux touristes étrangers passent leurs vacances sur les côtes sur le long de la route RN5. Ils viennent pour profiter du climat, des paysages, et prendre des bains de soleil sur la plage.

Le tourisme est une source de richesse importante pour la zone et surtout pour la région ou notre pays. Pour les accueillir, il faut construire des équipements des hôtels, des restaurants, des équipements de loisirs.

De plus, il fournit des emplois à des nombreux gens qui se trouvent sur les lieux.

En effet, cette zone possède un patrimoine naturel : des plantes et des animaux que l'on ne trouve nulle part ailleurs mais aussi des paysages magnifiques, des forêts. Tous cela constituent un atout majeur pour la commune, certains animaux et plantes sont en voies de disparition parce que les hommes les ont chassés. Pour préserver ce patrimoine naturel, l'État a créé des parcs nationaux par exemple à Ivoloïna dont l'accès est rigoureusement vérifié et payant pour les étrangers. Sans oublier le patrimoine culturel comporte les œuvres d'art, les coutumes, les manières de vivre traditionnelles, les savoir-faire anciens, sont aussi considérés comme des atouts particuliers pour attirer le tourisme, mais aussi pour l'avenir de la région et surtout pour notre pays car ils intéressent particulièrement les étrangers

SECTION II : La potentialité au niveau d'infrastructure

§.1. L'infrastructure de transport

En prenant compte l'existence de voie de communication et de circulation dans la commune, l'activité commerciale connaît une opportunité, surtout pour les fokontany qui se trouvent à proximité de la route nationale n°05 et la route intercommunal vers Ambodibonara.

De ce fait, un nombre important des habitants de la commune sont des commerçants et la commercialisation est basée sur les produits finis. Durant les saisons de récolte, ce sont aussi les grands commerçants qui viennent de Tamatave qui assurent les collectes des produits locaux tels que les litchis, café, et autre.

La transaction se fait de deux manières : d'une part, c'est sur le lieu où les collecteurs achètent les produits locaux comme les litchis, ainsi que les autres produits agricoles. D'autre part en contre partie, les commerçants profitent pour vendre des produits de première nécessité (PPN), habillements, appareils ménagers et d'autres produits manufacturés.

De plus la combinaison du fleuve Ivoloïna et le canal de Pangalane offre une navigation fluviale dans une longueur plus de 30 Km dont la population profite pour des petites embarcations artisanales.

A- Électrification :

La société JIRAMA a déjà implanté un réseau d'électrification dans le Fokontany d'Ambodiantafana alimenté par des groupes électrogènes, donc certaine Fokontany de la commune ne vivent plus dans l'obscurité, ainsi que la présence d'électricité à Ambodiantafana convenable au développement des divers activités comme celle de l'hôtellerie.

B- Les barrages :

L'existence des anciens barrages pour les rizicultures dans les plaines constitue un atout majeur pour la commune, parce que grâce à ces barrages, les agriculteurs peuvent améliorer leur activité agricole dans le but d'accroître la production afin qu'ils puissent aussi dégager de surplus pour avoir de revenu monétaire et assurer la sécurité alimentaire car on ne peut pas parler de développement quand il n'y a pas de surplus, il s'agit donc d'une agriculture marchande.

Tableau XIX : les barrages de la commune et leur État :

Fokontany	Localisation	Nombre	État
Antetезambaro	Sahavaro	1	Fonctionnel
Vohitsara	Tsarahonenana	1	Fonctionnel
Marotandrazana	Ambodinonoka	1	Non fonctionnel
Ampasina	Sahahofika	1	Non fonctionnel
Ampasina	Sahazandry	1	Non fonctionnel

Source : PCD : Commune rural Antetезambaro.

Malgré tous les avantages en nature ainsi que divers opportunités économiques, il y a toujours de besoins prioritaires de la population non satisfaits qui empêchent le développement de la commune.

C'est la raison pour laquelle les spirales de la pauvreté à la base de la pyramide sociale ne sont pas enrayées tout entier.

Donc, il faut étudier bien les perspectives de la politique de développement de façon régler le comportement divergent dans la société avant de proposer des mesures de redressement que nous allons voir dans la deuxième partie.

DEUXIÈME PARTIE :
ÉTUDE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE
RURALE D'ANTETEZAMBARO ET LA MESURE DE
REDRESSEMENT

CHAPITRE I : NOTION DE DÉVELOPPEMENT ET LES CONTRAINTES MAJEURES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

Avant d'effectuer l'analyse des facteurs qui freinent le développement de la commune rurale d'Antetezambaro, nous allons essayer d'aborder l'étude théorique sur le développement.

SECTION I : Le développement dans son aspect théorique

§.1. Définition du développement

C'est après la deuxième guerre mondiale que naît la notion de développement dans les relations économiques internationales dont plusieurs définitions touchant ce terme ont été avancées.

Le développement ne renvoie pas seulement à un processus aux résultats mesurables, repérable dans des transformations économiques, sociales, politiques et culturelles ou à une forme de changement social. Il est aussi une idéologie, une vision du monde fortement imprégné par le déterminisme positiviste.

De plus « Le développement implique, en plus de la croissance, une meilleur satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, santé, éducation) ; une réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté. Ainsi, il s'agit d'un mouvement vers le haut de tout corps social » Myrdal¹.

Selon Guillaumont Patrick : « le développement étant défini comme un type de changement social qui peut être obtenue grâce à l'introduction d'innovation dans un système social donné en vue de produire un accroissement de revenu et une amélioration du niveau de vie grâce à des méthodes de production plus modernes et une meilleure organisation sociale »².

Ces quelque définition nous expliquent que les critères de développement se situent à la fois dans un processus d'évolution économique et à une finalité à l'amélioration des conditions de vie de la population.

¹ Brasseur Jacques : Introduction à l'économie du développement, Armand colin, 1989 ; page 15

² Guillaumont Patrick, Économie du développement/le sous- développement, 1985, page, 39
Edition PUF ,1989.

Cependant, le développement et le sous développement sont deux notions complémentaires dans lequel l'identification de l'une et l'autre se fait au travers d'un certain nombre d'indicateurs.

Ainsi, le sous développement pourra être compris comme la situation dans laquelle involontairement les besoins fondamentaux de l'homme ne peuvent être satisfaits. Tandis que le développement sera alors « l'évolution au cours de laquelle les besoins fondamentaux de l'homme sont progressivement satisfaits ».

§.2. Indicateurs et mesure du développement

A- Indicateurs du développement :

Pour évaluer le niveau de développement d'un pays ou d'une région, plusieurs indicateurs ont été évoqués :

1-Indicateurs sociaux :

L'analyse de ces indicateurs se porte au niveau de l'éducation, la santé, de l'habitant.

Et cours des années 1990, des indicateurs synthétiques ont vu le jour, le premier étant l'Indicateur de Développement Humain (IDH) dans son rapport sur le développement humain.

L'IDH prend en compte le caractère multidimensionnel du développement, il utilise trois éléments comme :

La longévité qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une alimentation saine, au logement, à une bonne hygiène et aux soins médicaux.

Le niveau de l'éducation qui traduit la satisfaction des besoins immatériels comme la capacité de participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société.

Le niveau de vie afin d'englober les éléments de la quantité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

Des valeurs minimales et maximales ont été fixées pour chacun de ces éléments

Esperance de vie à la naissance : 25 à 85 ans

Alphabétisation des adultes (à partir de 15 ans) : 0% à 100%

Taux brut combiné de scolarisation : 0% à 100%

PIB réel par habitant

Ainsi, l'IDH vaut donc la somme de ces trois éléments divisé par trois.

2-Indicateur économique :

Le PNUD utilise aussi un indicateur qui mesure l'impact de la pauvreté sur la population par l'intermédiaire de l'indice de la pauvreté humaine (IPH) tout en calculant des indicateurs composites de pauvreté des revenus et des humains IPH-1 et IPH-2.

L'IPH-1 est adapté pour classer les pays pauvres et calculé à partir de moyen cubique des trois éléments suivants :

- ❖ Indicateur de longévité qui représente le pourcentage de décès avant 40 ans (P_1)
- ❖ Indicateurs d'instruction qui représente le pourcentage d'analphabétisme (P_2)
- ❖ Indicateurs de condition de vie décente représentée par la moyenne arithmétique des trois sous indices :

P_{31} : Le pourcentage de personnes privées de l'eau potable

P_{32} : Le pourcentage de personnes privées d'accès aux services de santé.

P_{33} : Le pourcentage d'enfant de moins de 5 ans souffrant d'insuffisance de poids.

On peut alors obtenir :

$$P_3 = \frac{P_{31} + P_{32} + P_{33}}{3}$$

$$\Rightarrow IPH_1 = \sqrt[3]{\frac{P_1 + P_2 + P_3}{3}}$$

L'IPH-2 est plutôt adapté pour le classement des pays déjà développés.

L'intervention de l'État est donc extrêmement nécessaire pour soutenir cette croissance à travers sa politique d'une part et pour partager l'avantage par le biais de la politique fiscale, d'autre part.

B- La mesure du développement :

La mesure du niveau de développement est nécessaire pour déterminer l'état d'un avancement du pays.

En pratique, l'indicateur utilisé pour mesurer la croissance économique d'un pays est le PIB et le taux de croissance qui n'est autre que le taux de variation du PIB. De même, on utilise la variation du PIB par habitant pour déterminer la croissance du niveau de vie, même si la notion de PIB ou (PNB) commandé tenant compte des échanges extérieurs est souvent retenue comme plus significative de ce niveau de vie. Ce PNB commandé à l'avantage de tenir compte des différences de prix entre les produits intérieurs et les importations.

Le PNB indique le revenu généré par l'activité des agents économiques dans un pays, le PIB vise aussi à évaluer la valeur des productions réalisées sur le territoire d'un pays et ajoute au PNB les productions et services réalisés sur le territoire par les non-résidents.

Cependant, le tableau ci-dessous nous donne des renseignements concernant le cadre macro-économique sur l'évolution des PIB à Madagascar de l'année 2001 à 2006.

Tableau XX : Le PIB en terme nominal et en terme réel et taux d'inflation

Année	PIB nominal milliards d'Ar	PIB nominal milliards de FMG	PIB réel milliards d'Ar	PIB réel milliards de FMG	Croissance (%)	Inflation (%)
2002	6008	30040	432	2160	-12,7	15,2
2003	6777	33885	474	2370	9,8	2,8
2004	8156	40778	499	2494	5,3	13,8
2005	10095	50476	522	2609	4,6	18,3
2006	11781	58904	547	2736	4,9	11

Source : Direction de synthèse économique, INSTAT.

La croissance du PIB par habitant provient d'une augmentation de la productivité c'est-à-dire d'un accroissement de la qualité de production obtenue avec un volume déterminé de travail et de capital.

Ce tableau nous montre que le pays rencontre des difficultés économiques pendant l'année 2002 avec une croissance négative de 12,7% et aussi une hausse d'inflation de 15,2%.

Toute fois l'augmentation de la productivité elle-même résulte fondamentalement du progrès technique ; c'est-à-dire de l'apparition de moyen de production plus productifs, ainsi que de l'intervention de nouveaux biens et services commercialisables.

En effet, le PIB est un indice incertain pour mesurer la croissance d'un pays car il ne prend en compte que les valeurs ajoutées et non la richesse possédée par le pays.

Dernièrement, l'ONU à améliorer la mesure de développement en faisant appel à l'OMD qui a pour objectif à atteindre d'ici à 2015 comme :

- Réduire de moitié l'extrême de la pauvreté et la faim
- Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
- Assurer l'éducation primaire pour tous
- Améliorer la santé maternelle
- Lutter les maladies en particulier le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
- Assurer un environnement durable
- Mettre en place en partenariat mondial pour le développement.

§.3. La politique de développement et les étapes à suivre

La politique de développement est élaborée en fonction des choix stratégiques à appliquer dans une période déterminée pour atteindre les objectifs de développement (croissance économique, réduction de la pauvreté, lutte contre le chômage, autosuffisance alimentaire et le bien être social) tout en tenant compte des ressources disponibles et les cadres stratégiques du développement.

Selon un théoricien du développement, le développement est une évolution linéaire qui doit passer par 5 étapes à savoir :

- La société traditionnelle caractérisée par la productivité de travail faible

- La préparation au décollage économique (diffusion de l'éducation, accroissement de l'épargne et l'investissement, la société commence à conquérir la science moderne)
- Le décollage économique est connu aussi sur la phase de « take-off » (c'est la phase à la cour de laquelle le taux d'investissement et l'épargne est censé doubler)
- La marche vers la maturité (le progrès technique et la modernisation se diffuse à l'ensemble de l'économie)
- La société entre dans l'ère de consommation de masse (la population s'urbanise, la plus part de la main d'œuvre est qualifiée).

§.4. La planification économique

La planification est l'action qui marque la volonté de l'État d'agir sur le futur, une action pour changer situation économique vers un autre plus meilleur.

On peut avancer aussi que la planification est un processus d'aide à la décision qui vise par concertation des acteurs concernés à prévoir des ressources et des services requis pour atteindre des objectifs déterminés, selon un ordre de priorité établi, permettant ainsi le choix qu'une solution préférable parmi plusieurs alternatives.

❖ Le plan de développement économique :

Le plan de développement économique est un ensemble de dispositions économique qui permettre un pays ou d'une région d'atteindre au cours d'une période donnée son objectif, sa croissance économique et le développement

Dans le cadre de la politique de développement économique (la réduction de la pauvreté à Madagascar), le gouvernement et Agence international de Développement ont convenu d'entreprendre un projet de développement communautaire dont la gestion est confiée au association sans but lucratif à caractère souple et indépendante de type privé et décentralisé ,qui opère sur l'ensemble du territoire national afin d'améliorer la situation économique des couches défavorisée de la population et de contribuer au développement économique et social au niveau local.

❖ Le Plan Communal de Développement (PCD) servira à :

-Renforcer les opportunités d'indépendance des populations vulnérables et des communautés

- Renforcer la capacité locale de mettre en exécution et assurer les activités de développement
- Promouvoir la prise de conscience et la sensibilité pour l'équité entre les sexes et la protection des personnes spécialement désavantagées (ex : ménagés dirigés par des femmes, des veuves, des enfants, des orphelins et des handicapés) dans le processus de prise de décision
- Maximiser la participation de la population et sa contribution dans le cycle du projet
- Encourager la participation de la population et de commune au fonctionnement et à l'entretien des projets communautaires réalisés.

Il doit être élaborée en fonction des réalités économique et sociaux propres à une collectivité décentralisée et doit se développer selon ses propres ailes mais non pas en fonction des critères étrangers et à leur réalités économique et sociales.

Le plan Communal de Développement sera validé par l'assemblée générale de la population de la commune assistée par le représentant de l'État et des associations sans but lucratif.

Il comporte en général deux parties essentielles à savoir :

Le recensement des facteurs d'impulsion au développement local, il s'agit de déterminer les potentialités que la collectivité dispose pour son développement économique et les potentialités de les exploiter au profit de la population locale. Ce recensement doit tenir compte des ressources naturelles (ressources du sous sol, forestières, halieutiques, etc. ...) des ressources humaines et des potentiels industriels de la collectivité.

La détermination des obstacles de développement local.

Il s'avère important de déterminer les facteurs qui sont à l'origine du sous développement de la population

SECTION II : Les contraintes pour le développement de la commune

§.1. Le problème au niveau d'adduction d'eau potable et électricité

La faiblesse de niveau de vie de la population, l'inexistence de projet d'électrification de la commune ainsi que la hausse du cout d'énergie de la société JIRAMA sont à l'origine de problème.

De plus, les entretiens des infrastructures d'adduction d'eau potable comme les bornes fontaines, les canaux d'irrigation, les réservoirs d'eau ne sont pas suffisantes pour satisfaire les besoins toujours croissants de la population.

Donc la majorité de la population de la commune est privée d'électricité ce qui explique leur difficulté à l'accès à l'information, à la conservation des produits périssables. La population puise encore de l'eau des rivières, lacs où les risques de la pollution et de contamination sont très élevés.

§.2. Problème dans le secteur agricole et élevage

L'élevage dans cette commune est caractérisée par le rendement faible à cause de maladie parasitaire comme : Diomatose ; Fascicule ; Hépatique pour les bovins.

La pollution de l'eau et surtout la condition climatique froid et humide est peu favorable à la santé des animaux.

De plus l'inexistence de poste vétérinaire ; absence de dépôt pour l'approvisionnement alimentaire des bétails, ainsi que la manque de formation et d'encadrement des éleveurs dans la commune entraînent le taux de mortalité élevé des volailles et aussi la décroissance progressive du cheptel bovin ce qui explique la diminution du nombre de bétail pour le travail agricole.

Quant à l'agriculture, elle constitue la principale activité de la population, mais le grand problème se pose sur l'insuffisance des moyens pour augmenter ; aménager leur capital foncier ainsi qu'au achat de machine agricole.

De plus le système de production traditionnel, non utilisation des techniques modernes ni des semences sélectionnée indispensable à l'agriculture sont des blocages à l'accroissement de la production agricole.

§.3. Les contraintes aux niveaux sociaux et culturels

Les services sociaux de base représentent les différentes infrastructures éducatives, sanitaires, culturelles qui ont des effets directs sur les conditions de vie de la population.

A- Sur le plan éducatif :

L'éducation est un moyen pour assimiler des connaissances permettant d'avoir une mentalité créative, pour acquérir des compétences et des qualifications utiles aux actions pour le développement.

Dans tous les fokontany de la commune, le niveau d'instruction de la population en termes d'éducation secondaire est faible à cause de l'insuffisance des infrastructures scolaire, comme la table banc, les manuels scolaires dans les École Primaire Publics(EPP) ainsi que le travail précoce des enfants qui fait diminuer progressivement le taux de scolarisation.

De plus, l'insuffisance de CEG ; la commune ne dispose qu'un seul CEG qui se trouve à Antetambaro, dont sept enseignants seulement pour toute la commune.

Avec le niveau de revenu très faible, les parents ont du mal à supporter la charge scolaire très élevée car ils sont obligés d'envoyer leurs enfants à continuer le niveau secondaire à Tamatave, ce qui explique l'effectif des élèves au niveau primaire est de 2926 contre 321 seulement sont au CEG.

B- Sur le plan sanitaire :

La commune dispose deux CSB qui se trouvent sur le chef lieu de la commune Antetambaro et dans le fokontany Vohitradiana, il n'y a que trois agents sanitaires seulement (1 médecin, infirmier, 1 aide sanitaire) qui assurent les soins avec des infrastructures complètement dérisoires, absence des sages-femmes, tout cela sont à l'origine de la précarité de l'état sanitaire de la population.

De plus le prix des médicaments très élevés , niveau d'instruction faible, la pratique des médecins traditionnelles, c'est à dire l'habitude de recourir au devin guérisseurs avant de rejoindre l'hôpital ou bien la pratique de l'automédication ce qui explique la diminution de la force de travail qui entraîne aussi la chute progressivement de la production d'où la paupérisation de la population.

CHAPITRE II : LA PERSPECTIVE DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE D'ANTETEZAMBARO

Les stratégies que nous estimons adapter pour conduire à l'amélioration du développement économique de la commune sont d'abord, la sensibilisation des gens pour l'entretien et l'extension des infrastructures existants ; renforcer l'intégration de la population dans la vie communautaire ainsi que la régularisation démographique et sanitaire. Ainsi le plan communal de développement est le cadre pour l'accompagnement de la vision et la réalisation du but.

SECTION I : La participation active des ménages

La participation des ménages au développement économique se traduit par la contribution de chaque individu ou d'un groupe d'individus dans la réalisation de projets qui contribuent à cet objectif. Cette participation devrait viser les domaines socio-économiques et démographiques de la commune, afin de contribuer au succès des programmes de lutte contre la pauvreté et de lever les contraintes culturelles qui pèsent sur la promotion économique des population.

§.1. Intégrer la population dans le processus de croissance

Face à la réalité socio-économique dans la commune rurale d'Antetезambaro, l'intégration de la population dans le processus de croissance et de développement est indispensable, car le développement économique c'est une tâche qui revient non seulement à l'État, mais aussi à l'ensemble de la collectivité, à tous les membres de la communauté.

« L'homme joue un double rôle central dans le processus de développement, d'un côté ; il en est le bénéfice ultime ; de l'autre, il constitue l'acteur essentiel des mécanismes de croissance et de création de richesse que l'on désigne sous la terminologie développement économique »¹.

Cette approche consiste dans un premier temps, à faire participer l'ensemble de la population aux programmes de lutte contre la pauvreté où chaque individu ou

¹ GILLIS Malcolm, Économie du développement, Nouveau Horizons, Paris 1988, page 185.

groupe d'individus devraient prendre part à la vie de la société n'importe quel domaine, et devenir les acteurs de leur promotion économique et sociale.

Ensuite, elle devrait être orientée vers la correction ou la transformation des comportements de la population en matière de gestion des revenus afin de favoriser des démarches et des réflexes favorable à l'épargne. A ce titre, des mesures bien appropriées pourraient être entreprises par les responsables de la commune.

Il serait alors important que chaque ménage, chaque individu et surtout les jeunes prennent conscience de la nécessité du travail, surtout pour ceux qui sont en chômage volontaire.

Toutefois, des mesures incitatives et réglementaires devraient être mise en œuvre par les autorités publiques pour juguler le fort taux de chômage, tout en encourageant la population à participer à toutes les activités collectives ou individuelles.

La réussite économique dépend alors de chaque groupe d'individu que ce soit les ménages, les organisations ou les associations à travers leur participation à la vie publique et le choix des activités économique qui débutent au sein d'une famille et se développent à travers les organisations.

§.2. Renforcer l'intégration de la population dans la vie communautaire

Pour ce faire, il faut éviter le rejet des citoyens, leur exclusion sociale, leur marginalisation. Tout doit être fait pour intégrer diverses catégories de population qui font l'objet de la sollicitude des pouvoirs publics, à savoir les jeunes, les femmes, les immigrés. S'ajoute également la nécessité d'associer ' dans certaines communautés religieuses, afin de mieux intégrer les populations.

De plus, il est important de sensibiliser les citoyens au bien public et en leur faisant aimer, c'est-à-dire qu'il faut faire en sorte qu'ils s'approprient l'évènement aux quels ils participent.

Il faut donc répondre aux mieux aux attentes et aux besoins de la population en privilégiant deux principes majeurs.

Celui de l'efficacité, tout d'abord avec la nécessité de bien connaître les besoins pour mieux faire aboutir les projets et afin qu'une fois réalisés, ils deviennent viables et le deuxième principe c'est celui de la délégation d'activités.

En somme, pour qu'il y ait un renforcement des activités et des organisations sociales, il faut que chaque individu, chaque ménage participe de façon de plus en plus active à toute la manifestation socioculturelles soit en créant une activité culturelle, soit en contribuant à la promotion et au développement de celles qui existent déjà.

SECTION II : La régulation démographique et sanitaire

Pour accéder au développement économique, pour protéger les ressources naturel, l'action purement économique ne suffit pas, donc il faut prendre en compte les facteurs sociaux culturels tels que la santé, l'éducation et les loisirs.

§.1. La régulation démographique

❖ Le planning familial :

Dans le pays sous développé comme Madagascar, le revenu de paysan ne peut pas suivre le taux de croissance démographique très élevée (2,8%par an)

En dépit de cela, le taux de croissance démographique reste largement supérieur au taux de croissance agricole environ 1% entre 2004 à 2008. Cette situation illustre les difficultés du monde rural en générale et de son économie en particulier¹.

La taille moyenne du ménage est de l'ordre de 6 à 7 personnes par ménage donc les mères fatigués, par l'accouchement fréquent avec un laps de temps (au plus un an), elles ne sont plus capable d'accéder aux travaux agricoles. Donc l'intervention des organismes publics ou privée s'avère nécessaire pour mener des actions en vue d'espacer où limité la naissance.

Mais cette action doit être axée sur l'utilisation des méthodes bien adaptées au monde rural et ensuite elle doit aussi atteindre les zones les plus reculées.

L'adoption des méthodes d'espacement de naissance le plus efficace pour résoudre ces problèmes ; par rapport à la limitation de la naissance, parce qu'elle ne réduit pas l'abondance de la main d'œuvre qui est le moteur de la croissance de production.

La limitation de naissance par mesure contraceptive entraîne de effets secondaire chez les femmes et sa diminue aussi l'effectif du bras dans les travaux agricoles

¹ Microsoft encarta R 2008 c1993 ; fiche pays Microsoft corporation.

En définitif, il faut que la limitation de la naissance commence d'abord par une campagne de sensibilisation de l'espacement de la naissance.

§.2. L'éducation générale

La conservation de ressources naturelles et le développement économique sont indissociables, il dépend beaucoup de l'éducation. Si la population reste analphabète, les efforts de développement menés dans cette région seront vains.

Éducation des enfants joue un rôle très important pour le développement de l'économie d'une religion ou d'un pays, donc il faut favoriser l'accès de tous les enfants scolarisable à l'éducation de base sans distinction de catégorie sociale.

Pour ce faire, il faut une étroite collaboration entre l'État ; Raiamandreny et les organismes publics ou privées.

Par ailleurs, il faut que l'éducation soit adoptée à l'environnement où les enfants vivent, cette action n'est pas menée dans le but de différencier les programmes scolaires mais plutôt pour bien intégrer les enfants dans le milieu, souvent les enfants du monde rural se sentent séparés de leur milieu lorsqu'ils entrent à l'école.

Éducation des adultes assure la réussite de tout transfert de connaissance technique et toute la campagne de sensibilisation dans le monde agricole. L'éducation doit être fonctionnelle pour être efficace.

Étant donné que les femmes assurent des tâches difficiles dans le milieu rural, leur éducation ne doit pas être négligée.

L'une des barrières les plus importantes qui entrave la politique d'alphabétisation est celle qui tient à la place des femmes dans les sociétés traditionnelles.

En effet, il apparaît que l'accès à l'éducation demeure toujours largement fermé aux femmes qui présentent les deux tiers des adultes analphabètes. Or, il est établi que l'alphabétisation de la population féminine, l'élévation de son niveau d'éducation est un facteur important du développement.

Effectivement, lorsque le niveau d'éducation des femmes augmente dans un pays, les connaissances en matière d'hygiène et de santé connaissent une meilleure diffusion, ce qui constitue un facteur de diminution des taux de fécondité et de mortalité. Les femmes qui savent lire et écrire perçoivent d'avantage la nécessité de scolariser leurs enfants ; qu'elles peuvent encourager plus efficacement, interrompant la reproduction d'une situation d'analphabétisme d'une génération à l'autre donc l'éducation de la femme est nécessaire.

SECTION III : La politique et la stratégie de développement

§.1. La décentralisation

La décentralisation est un procédé consistant à attribuer aux collectivités territoriales les décisions en matière financière et administrative¹.

On peut aussi définir la décentralisation comme étant le mode d'organisation institutionnelle qui consiste à faire gérer par des organes délibérants élus des affaires propre d'une collectivité territoriale (c'est-à-dire leurs intérêts généraux spécifiques). Par le procédé de la personnalité morales, des pouvoirs de décision, justifiés par l'existence de ses affaires propres sont reconnus à des entités administratives autre que l'État et non situées par rapport à lui dans une relation de pouvoir hiérarchique².

Une décentralisation efficace assure une meilleure participation de la population défavorisée à la prise de décisions les concernant. Afin d'activer le processus de décentralisation, en collaboration étroite avec la partie gouvernementale, le PNUD a déployé plusieurs efforts en matière de renforcement des capacités, d'abord au niveau central par :

- ❖ Un appui à l'élaboration d'une stratégie nationale renforçant de processus de décentralisation.
- ❖ Un appui à la finalisation de la politique Nationale de Décentralisation et Déconcentration.

Ensuite, au niveau des collectivités territoriales Décentralisées par :

- Un appui à la planification de développement local et régional participative (Plans Communaux de développement et Plans Régionaux de développement)
- La facilitation de la mise en œuvre des plans.
- Un appui à l'élaboration des outils de référence à l'intention et usage des acteurs de développement et de gouvernement locale.

¹ J. BAGUENARD, La décentralisation territoriale, 1980, page 7.

² <http://www.France.Madagascar.mg>

- Un appui à la mise en place des structures locales composées souvent de plusieurs acteurs de développement local.
- Le renforcement des capacités des élus locaux (équipe de l'Exécutif et organe Délibérant) et des autres entités de gouvernance locale.

Ainsi, les interventions du PNUD se focalisent sur les points ci-dessous énumérés :

- Un appui à l'élaboration de différents textes régissant l'effectivité de la décentralisation à Madagascar.
- Un appui à l'organisation et à la coordination du transfert des moyens et ressources auprès des collectivités Territoriales Décentralisées, un transfert qui devrait nécessairement accompagner le mouvement de décentralisation.
- Une facilitation de la mise en œuvre des plans locaux de développement.

§.2. Stratégie sur l'amélioration de la production

L'économie traditionnelle est souvent caractérisée par le rendement faible. Le produit dominant c'est le produit destiné à la consommation directe pour la famille. En effet, il n'y a pas de surplus pour la vente qui est la source de revenue.

Donc, avant de penser au développement, il faut améliorer d'abord l'unité de production en faisant une organisation de travail en agriculture.

On fait cette organisation de travail pour atteindre trois objectifs :

- Augmentation de la production : Sur 67% de la surface cultivable, il n'y a que 11% seulement sont cultivées, donc il faut augmenter la superficie et l'activité agricole simultanément en utilisant des machines. Il est vraiment difficile pour un simple agriculteur de réaliser et supporter exclusivement les charges, c'est la raison pour laquelle l'incitation des agriculteurs afin d'avoir un esprit d'un entrepreneur est nécessaire. Et en plus dans ce cas, les agriculteurs doivent il réunir dans un groupement tels qu'une association ou coopérative dans le but de faire une Investissement collectif et partagé les bénéfices équitablement ; de dégager le surplus de production destiné pour le développement de la commune et surtout pour avoir le financement de la part de l'État sous forme d'aide fiscale à l'investissement (abattement sur les impôts) ou bien sous forme de subvention car ce dernier s'adresse à des secteurs d'activités ou secteurs sociaux pour la communauté.

- La recherche de plein emploi : les caractéristiques d'ensemble sur les problèmes du travail dans l'exploitation agricole de la commune sont souvent les

superficies faible et surtout faiblesse au niveau coefficient d'équivalence (au lieu de 300 jours par an l'unité travailleur agricole, devient 190 voir même 150 par an à cause de travail astreignant) ce qui explique le taux de sous emploi est encore important : $(300J-150J)/300J=0,5$; c'est-à-dire 50%.

Donc, il faut faire la recherche du plein emploi tout au long de l'année pour éviter le chômage partiel à une certaine période c'est-à-dire en attendant la récolte , incitant les agriculteurs de faire autres activités secondaire comme la culture de carence en vue de procurer de revenu et assurer la sécurité alimentaire.

- L'amélioration de condition de travail : l'intervention des techniciens lors l'application des techniques moderne comme l'utilisation des semences et surtout avant de commencer le travail, il faut attendre le bon moment c'est-à-dire, la période bien déterminé pour le commencement du travail en respectant le calendrier agricole afin qu'on pourra avoir le rendement meilleur.

- Il faut rendre le travail moins fatigant s'entraider au niveau de l'agriculteur de la commune en cas de besoin lors de travail de pointe.

CHAPITRE III : PROPOSITION D'AMÉLIORATION

SECTION I : Les mesures de redressements

La prise en considération du facteur humain qui constitue l'objet et la base de notre étude sera primordiale. Cela veut dire que tout processus de développement doit commencer par le constat du niveau d'instruction. Ce dernier s'accompagne ensuite de l'état de sanitaire de la population tout en accordant une attention particulière à la santé de la femme et de l'enfant.

§.1. Les mesures sociales et culturelles

Dans cette partie, nous précisons la nécessité de l'enseignement à Madagascar, vu que l'instruction comme la seule et unique voie contre l'analphabétisme qui maintient notre pays dans le sous développement.

Le niveau scolaire de la population mérite une attention particulière dans la mesure où il est un multiplicateur d'emploi et aussi un moyen pour lutter contre la pauvreté à long terme.

D'autre part l'importance de l'éducation s'étend sur plusieurs domaines de l'activité économique. Elle contribue à lutter contre les inégalités sociales, « on ne peut réduire les inégalités sociales que par le biais du système éducatif » (Bourguignon Morrison)¹.

En effet, l'éducation permet aussi d'influencer la croissance démographique à travers la réduction du nombre de naissance des enfants désirés et aussi pour que nous puissions sortir du taux de croissance démographique explosive car on peut constater qu'une mère instruite arrive à déterminer le nombre des enfants à naître sur la base de ses revenus, tandis que les non instruites n'arrivent pas à espacer leur nombre d'enfants. Cette conscientisation doit s'accompagner d'une politique d'alphabétisation des parents afin de leur permettre de mieux encadrer leurs enfants.

C'est pour ces raisons que l'État devrait prioriser les investissements en infrastructure en motivant les enseignants c'est-à-dire que leur salaire doit être pris en considération pour les empêcher de pratiquer d'autres activités.

¹ ROLAND Modongy, Cours d'Économie de Développement, 3^{ème} Année, Université de Toamasina, 2007

A- La Santé :

L'état sanitaire de la population joue un rôle important dans le développement économique. L'organisation Mondiale de la Santé (OMS), responsable de l'amélioration des normes sanitaires a défini la santé comme : l'état de bien être total, physique, mental et social. Les dépenses de santé constituent comme celle de l'éducation, des investissements en capital humain.

La santé de la population du commune rurale d'Antetetzambaro demeure très préoccupante vu les conditions climatiques de la zone qui aggrave la situation et aussi avec les dégâts causés par les cyclones entraînant une épidémie comme le choléra.

Cependant la prolifération des IST du VIH/SIDA et la prédominance de la maladie parasitaire comme le paludisme nécessite des mesures adéquates pour les contourner.

L'investissement en matériel, en équipement sanitaire et l'augmentation du nombre de médecin par habitant doivent être une priorité pour que l'offre de santé puisse couvrir la demande de santé.

De plus, l'amélioration de la santé des femmes s'avère très importante en leur donnant des formations sur l'utilisation des méthodes contraceptives et le planning familial, plus précisément la conscientisation du danger qu'elles courent en faisant naître beaucoup d'enfants.

Ensuite, pour la santé des enfants, il convient de prendre en charge à titre de prévention, les campagnes de vaccination périodique qui est un moyen de lutter contre les épidémies et les maladies contagieuses.

L'espacement des naissances est une méthode qui consiste à donner un laps de temps pour la naissance afin de réduire la taille des ménages Elle contribue à l'amélioration de la santé des femmes. Pour les jeunes filles, la pauvreté des parents les pousse vers la précocité des rapports sexuels et le mariage qui les conduira à des grossesses précoces.

Ainsi pour retarder l'âge de mariage, il faut que les jeunes aient une activité personnelle ou s'engagent dans des emplois qui leur permettent de réduire les charges de leurs parents, de devenir autonome et il faut que ces activités influentes sur la prise de décision concernant la fécondité.

Mais pour y parvenir, l'intervention de l'État joue un rôle très important, en attribuant des budgets pour lutter contre le paludisme, la diarrhée afin de réduire le taux de mortalité infantile.

Toutes fois, pour atteindre l'équité entre l'offre et la demande de santé, il faudrait augmenter le nombre des personnels de santé tout en satisfaisant la qualité et la quantité des soins.

B- La lutte contre le SIDA :

Pour le cas de la lutte et de la prévention du SIDA à Madagascar, le comité national de la lutte contre le sida ou(CNLS) rattache à la présidence de la république, intensifie la mise en place du comité local de la lutte contre le VIH/SIDA au niveau des communes afin que ces dernières fassent tâche d'huile jusqu'aux « Fokontany »¹ Selon les études faites par des experts en économie, sur les dix défis répertoriés, la lutte contre le Sida occupe le premier rang, puis les conflits, le changement de climat, la stabilité financière, la gouvernance, la faim et la malnutrition, la réforme de l'éducation, l'eau et la santé.

Donc la mise en place des centres de traitement des malades, de conseil et de test volontaire, le diagnostic anonyme est très important.

Ainsi, l'amélioration de l'environnement stratégique et politique, la capacité opérationnelle des structures décentralisées sont nécessaires.

§.2. La restauration et protection de l'environnement

La pratique traditionnelle des cultures sur brulis et des mises à feu pour le renouvellement des pâturages est l'un des facteurs qui freinent le développement. Cependant, il faut chercher des mesures incitatives qui peuvent atténuer ce désastre. C'est pour cette raison que la conscientisation de la population est indispensable.

Ainsi, dans le programme d'enseignement surtout au niveau primaire, il faut renforcer le programme d'enseignement environnemental qui est l'une des conditions préalables à un développement écologique sain.

¹ Express .Madagascar du 29 octobre 2009.

« A long terme, le meilleur moyen d'inciter la population à prendre en charge les problèmes vitaux liés à l'environnement est d'en faire prendre conscience à la jeune génération par un enseignement approprié »¹

La région Atsinanana est caractérisée par une grande biodiversité biologique qui peut faire de lui une destination touristique attrayante si la protection et la valorisation de l'environnement soient respectées. Il est important donc d'étudier au mieux cette biodiversité qu'elle soit animale ou végétale de façon à concevoir des concepts, des méthodes et des outils qui permettront de gérer, valoriser et conserver cette richesse naturelle appuie par le Ministère de l'Environnement des Eaux et Forêts (MEEF).

Les différents ONG qui interviennent dans les programmes de lutte contre la dégradation de l'environnement et les responsables de la commune doivent collaborer en organisant d'une part, des réunions pour sensibiliser la population au niveau de cette lutte et d'autre part pour motiver les habitants prennent leur responsabilité, à la gestion de leur environnement quotidiennement.

Section II : L'intensification du système de financement

❖ L'efficience du secteur financier

Le problème de financement est le principal obstacle à la croissance économique. Bien que les banques offrent une opportunité à tous les acteurs économiques. Avec la création du Millénaire Challenge Account (MCA) en 2002, les États-Unis se coopèrent avec plusieurs pays afin de créer un monde où règneront l'espoir et l'égalité des chances. L'aide financière du MCA doit servir à aider les pauvres à accélérer leur avenir. C'est pourquoi, pour pouvoir progresser, il faudrait régner la bonne gouvernance.

Par définition, « La gouvernance est la tradition et institutions par les quelles l'autorité est exercée dans un pays ».²

En effet, une mission du Fonds monétaire International (FMI) a séjourné à Madagascar en 2007 pour avoir des entretiens avec les autorités dans le cadre des deuxième et troisième revues de l'accord avec le FMI au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC).

¹ Programme des Nations Unies pour l'Environnement: Voyage au cœur de la terre, 1987, p 03

² [http : // www.acdi-cida.gc.ca](http://www.acdi-cida.gc.ca)

Dans le cadre de la politique de développement (la réduction de la pauvreté à Madagascar), Le gouvernement et agence internationale de développement ont convenu d'entreprendre un projet de développement communautaire dont la gestion est confiée aux agences d'exécution de l'État comme FID en vue d'améliorer la situation économique de couches défavorisées de la population.

Compte tenu des besoins illimités de la commune qui restent à satisfaire, il faut bien donc s'assurer que les projets communautaires qu'on fait à titre de l'objet de demande de financement sont réellement des priorités de la communauté et que la communauté utilisera à l'optimum les investissements réalisés et la manière de réalisation doit se faire par ordre chronologique selon le rang donné par le bénéficiaire.

De plus il faut renforcer la capacité et surtout la sensibilisation de la majorité de bénéficiaire en vue d'avoir le sentiment d'être propriétaires du projet.

Donc le bénéficiaire s'engage à :

Mettre en service l'ouvrage et ne pas détourner l'infrastructure de sa vocation initiale

Constituer une structure formelle à la signature de la convention dès la réception, pour assurer l'exploitation et l'entretien de l'infrastructure.

Proposer au mois deux individus pour être formés durant l'exécution du projet et les utiliser pour les travaux d'entretien

Il faut délivrer un manuel de gestion aux bénéficiaires à fin que ces derniers puissent l'utiliser et appliquer

§.2. Négocier le financement auprès des décideurs pour assurer la programmation

Convaincus par les propositions avancées, les décideurs avaient consenti un budget équivalent à 2% du montant total des grands travaux au volet actions sociales dans le Programme de Réhabilitation des Infrastructures Routières et du Fond Européen pour le Développement (FED).Leurs attentes par rapport aux actions sociales et de genre sont précises.

Les formations en genre qui vont accompagner les actions sociales devraient donc avoir un impact visible sur la préservation du patrimoine par les hommes et les femmes.

Mais avant, il faut d'abord définir les procédures de mise en œuvre. Le problème était d'abord de définir la nature même des actions : en quoi pouvaient constituer les

actions sociales et de genre envisagées (faut il allouer le fonds à la construction d'écoles ou à l'indemnisation des délogés et expropriés par la réalisation des travaux routiers?)

Pratiquement la démarche et les procédures à suivre pour le fonctionnement du volet n'étaient pas encore claires : Comment doit être géré ce fonds ? Autant de questions qui avaient nécessité une négociation permanente pour que les relations de genre soient effectivement abordées dans l'exécution du programme, que l'application de l'approche genre reste visible dans les actions menées, et que les fonds alloués soient utilisés conformément aux finalités convenues.

❖ Le financement du programme :

D'une manière générale, les ressources financières de la commune rurale, de même pour la région sont composées des produits de droits et taxes.

Pour que les autorités locales puissent indépendamment de l'administration centrale, avoir leurs propres sources de financement, il faut recourir à l'emprunt.

L'emprunt est un moyen permettant aux collectivités territoriales de disposer des fonds surtout en matière d'investissement. Il est théoriquement une transaction privée entre l'emprunteur et le prêteur. Mais l'administration est souvent appelée à intervenir à son corps défendant, car elle est responsable de la stabilité du système financier national.

Pour protéger le système financier contre les risques associés à un endettement excessif des collectivités, les agriculteurs peuvent demander de financement au près de microcrédit, car nos banque sont toutes commerciales.

Les principaux objectifs de microcrédits :

-Aider les emprunteurs à s'insérer ou se réinsérer professionnellement et socialement en finançant l'agriculture ou les projets personnels.

-Avec le taux d'intérêt en principe plus bas que ceux du marché, les microcrédits sont destinés à aider au démarrage et soutenir des activités de communautés et de famille qui se trouvent en difficulté financière.

Le microcrédit a une finalité orientée vers le développement local :

L'activité de microcrédit encourage les microprojets au niveau local¹. Cela permet d'induire des mutations à la base, celles-ci sont souvent plus efficace et ont un plus grand effet d'entraînement en créant un maillage économique dans notre pays, que

certaines infrastructures ou certains gros projets industriels qui bénéficient rarement aux plus pauvres.

Cet effet de levier permet d'agir efficacement auprès de ceux qui prennent des initiatives en s'engageant personnellement.

Mais au delà du simple aspect financier, les programmes de microcrédit ont aussi un impact sur le développement local.

En effet, ils touchent des secteurs aussi divers que l'agriculture, la protection sociale (mutuelles de santé, caisses de santé primaire). Ainsi, ils contribuent à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, aux soins de santé, aux services planification familiale et à l'eau potable.

SECTION III : Aménagement du patrimoine de la commune rurale d'Antetezambaro

§.1. Amélioration de la réhabilitation de l'infrastructure existante

Afin d'améliorer la réhabilitation des infrastructures, il faut d'abord assurer la fonction Suivi-Évaluation qui joue un rôle très important pour mesurer la réalisation des objectifs du projet de développement communautaire et des objectifs dans le programme de travail annuel.

Le Suivi-Évaluation est une fonction transversale qui intègre les trois éléments du système de gestion : le système de pilotage (planification et contrôle), le système de formation et le système opérationnel.

Ensuite, la fonction Suivi et évaluation est un moyen d'analyser de données et des sources d'informations pertinentes nécessaires à la prise de décision.

Les analyses des résultats du suivi fournissent la base d'information pour l'évaluation.

Le suivi et l'évaluation sont donc deux processus interdépendants qui diffèrent de part leur objet, leur périodicité et les services responsables de leur exécution.

Le suivi consiste à observer d'une façon continue ou périodique le progrès réalisé dans l'exécution des activités afin d'assurer que l'utilisation des intrants, l'avancement des travaux et la production des extrants s'effectuent conformément à la programmation. Il permettra aux responsables d'apporter une amélioration de l'exécution des activités en prenant la mesure nécessaire pour surmonter les contraintes rencontrées et résoudre les problèmes qui se posent.

L'Évaluation est une opération qui vise à déterminer la pertinence et l'efficacité, les effets et impacts des activités ou projets par rapport aux objectifs fixés. Elle permet ainsi d'améliorer la gestion des actions en cours et futures.

De plus le suivi et l'évaluation impliquent la collecte et l'analyse des informations qui sont résumées en des indicateurs pertinents et objectifs. Les indicateurs sont des variables qui permettent des mesures et d'apprécier les effets et impacts des projets par les changements intervenus dans une situation donnée

On peut retenir deux types d'indicateurs :

- Les indicateurs de réalisation qui concernent l'utilisation des ressources, la réalisation des activités et la production des extrants ; et
- Les indicateurs d'impacts qui servent à mesurer les effets et apprécier l'impact et la viabilité des activités et des projets.

L'objectif de la fonction Suivi-Évaluation :

- Fixer les objectifs internes de ressources, d'extrants, d'effets et d'impacts.
- Faciliter la mise en œuvre des activités et l'utilisation des ressources.
- Mesurer et analyser les écarts par rapport aux objectifs ; et
- Faciliter la prise de la mesure corrective

§.2. La conservation et la gestion rationnelle de l'environnement

La biodiversité qu'elle soit animale, végétale doit donc être considérée comme une ressource biologique en interaction directe avec un environnement plus ou moins dégradé, anthropisé ou non. Il est important, et ce dès maintenant, d'étudier au mieux cette biodiversité de façon à concevoir des concepts, des méthodes qui permettront de gérer, valoriser et conserver cette richesse naturelle.

L'amélioration de l'environnement favorable au développement économique ; La société a besoin de la nature (ressources, paysages,...) il convient donc de la gérer avec discernement de manière durable.

Par définition, « la conservation est la protection contre la dégradation ou de la destruction écologiques afin de la préserver pour la génération futur »¹

¹[http:// www.madagascar-constats-com/cns/sngre](http://www.madagascar-constats-com/cns/sngre)

La plus grande menace qui pèse sur les forêts et la diversité qu'elles renferment est la conversion des forêts à d'autres utilisations des terres. La pression croissante exercée par les populations humaines et leur désir d'améliorer leur condition de vie sans tenir dûment compte de la durabilité des ressources.

Il faudrait prévoir les changements qui interviendront inévitable dans l'utilisation des terres de manière à ce que des objectifs complémentaires soient atteints.

La première stratégie de protection des espaces et des ressources naturelles est fondée sur le principe de la conservation, qui se concrétise par l'établissement d'aires protégées, soustraites selon diverses modalités aux formes d'utilisation perçues comme destructrices. On sait que les aires protégées constituent une composante importante des stratégies de conservation.

Ensuite, les Instituteurs et les villageois devraient bénéficier d'une formation éducative environnementale sur des sujets tels l'agriculture, agritourisme, l'agroforesterie et la conservation. Ayant acquis une certaine connaissance et une meilleure compréhension sur la biodiversité, les écoliers et les adultes ont été de fait en mesure de poursuivre les activités de conservation.

La gestion des cataclysmes naturels :

De par sa proximité avec l'océan indien, la région de l'Est est exposée aux cyclones. Elle a subi des sérieux dégâts après les passages successifs des nombreux cyclones. Ces cyclones favorisent l'inondation, et principalement, les problèmes les plus pressants sont intimement liés les uns aux autres : la pauvreté, l'environnement, les catastrophes. Donc, les mesures pour lutter contre les deux premiers points occupent déjà une place centrale dans les priorités du gouvernement. Le troisième point donc est le résultat direct des deux premiers et contribue largement à leur réussite ou à leur échec. Ces trois préoccupations sont donc complémentaires.

Pour que la stratégie de la gestion des risques et des cataclysmes soit réalisable, un accord entre le gouvernement, les donateurs, le secteur privé et la société civile est nécessaire.

CONCLUSION

Les dirigeants de la grande île, conscients de l'état irrémédiable de dénuement partent ensemble avec la population pour réduire effectivement la pauvreté et améliorer la qualité de vie de la population.

Le capital en infrastructures est essentiel pour répondre aux besoins de la population en général. Il sera rationnel d'assainir les infrastructures existantes afin d'accélérer toutes les actions visant à améliorer la Commune rurale d'Antetetzambaro.

La réalisation de ces projets nécessite un grand investissement et à cet effet, la commune rurale d'Antetetzambaro ne peut pas supporter tous les coûts d'investissement, surtout en infrastructures comme les routes pour désenclaver certains villages

Si on veut développer cette commune, il est temps de donner des coups de pouce aux dirigeants ou de les appuyer financièrement.

La population actuelle a pu apporter sa contribution dans la rétablissement de la situation désastreuse de la commune et autres institutions supérieures d'en faire la même avec le soutien du pouvoir central pour décentraliser certaines institutions fonctionnelles, fondements du développement économique.

Toutes les communes de Madagascar disposent de documents de planification pour le développement, mais le développement des communes semble moins refléter une stratégie de planification car des occupations non réglementaires ne font qu'entraver le processus, à cet effet.

En l'absence des moyens de mise en œuvre et des moyens de contrôle et de prévention, les documents (Plan Communal de Développement) perdent leur caractère opérationnel.

Face aux contraintes de développement, l'extension de la commune ne suit pas la croissance de la population.

L'étude de la réalité de cette commune nous a permis de déterminer les différents obstacles non économiques, en particulier :

- ❖ Des problèmes d'accès au niveau social et culturel comme le problème d'éducation et le problème sanitaire.
- ❖ Dans le domaine environnemental, la dégradation des routes, la pollution et les problèmes d'assainissement et de gestion des ordures.

❖ Au niveau de la gestion financière de la commune.

Face à ces problèmes, il est possible de définir une stratégie de développement économique et social fondée sur un ensemble de mesures correctives visant chaque catégorie d'agent économique.

Pour relancer le développement approprié à la commune rurale d'Antetazambaro, le gouvernement a mis en place un programme de développement. La stratégie de mise en œuvre du PCD est basée sur la participation des différents niveaux d'administration.

L'objectif global de la commune vise à améliorer le bien-être de la population tout en préservant l'environnement et la question se pose :

Comment faire intégrer les jeunes et les femmes, exclus des activités économiques, dans le processus de participation au développement c'est-à-dire comment encastrier l'économique dans le social afin que ce groupe de la population arrive à répondre à ses besoins les plus humains. Les services financiers de proximité vont jouer un rôle apparemment non négligeable à cet effet

BIBLIOGRAPHIE

I- OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ❏ BANQUE mondiale : Genre et développement économique, Edition Nouveaux horizon,2003
- ❏ Brasseul Jacques : Introduction à l'économie de développement, Armand Colin, 1989, page 15
- ❏ GILLIS Malcolm, Économie du développement, Nouveau Horizons Paris 1988, page 185
- ❏ Guillaumont Patrick, Économie du développement/le sous développement, 1985, page 39, Edition PUF, 1989

II- JOURNAUX, PÉRIODIQUES et DOCUMENTS

- ◆ Express Madagascar du 29 /06/09
- ◆ Extrait de voyage à Madagascar d'URBAIN FAUREC 1960.
- ◆ INSTAT Toamasina
- ◆ Manuel de procédures du FID
- ◆ Microsoft Encarta R 2008 C1993.2007.Madagascar (fiche pays)
- ◆ Monographie de la commune
- ◆ Monographie de la région Atsinanana
- ◆ Plan communal de développement de la commune rurale d'Antetезambaro
- ◆ Présidence de la république de Madagascar du 04/10/2007, communiqué de presse N°07/217
- ◆ Programme des Nations Unies pour l'Environnement : Voyage au cœur de la terre, 1987, page 03

III- COURS THÉORIQUES

- ❏ HORACE Gatien, Cours de Croissance et Fluctuations, Université de Toamasina.2008
- ❏ ROLAND Modongy, Cours d'Économie du Développement, Université de Toamasina, 2007

IV- SITOGRAFIE

 <http://www.madagascar-vision.com>

 <http://www.microcredits.fr>

 <http://www.france-Madagascar.mg>

 <http://www.acdi.cida.gc.ca>

 <http://www.madagascar.contacts.com/cns/sngc>

ANNEXES

ANNEXE I

Les Objectifs de PCD :

Le Projet de Développement Communautaire a pour objectif d'améliorer la qualité des services et l'accès par la population bénéficiaire aux services fournis par les infrastructures de base sociales et économiques financées par le projet et d'accroître le degré de satisfaction des populations bénéficiaires quant à la fourniture de ces services à travers :

Le renforcement de la capacité des populations bénéficiaires pour la sélection, le financement partiel, le suivi-évaluation, la réalisation, l'utilisation et l'entretien d'investissements communautaires ; et

Le renforcement de la capacité des communes pour la sélection, la réalisation et l'entretien d'investissements communaux sont en liaison directe avec les populations bénéficiaires, par un appui au processus de décentralisation.

ANNEXE II

Le choix des communes bénéficiaires :

En ce qui concerne le choix des communes où le PDC intervient, l'objectif est que le Projet de Développement Communautaire (PDC) finance toutes les communes rurales de Madagascar pendant la durée du projet. Les principes de base sont de maintenir une répartition équitable des ressources entre les régions et de cibler les activités en faveur des communes les plus pauvres ; la capacité de réalisation des projets est aussi un facteur pris en considération. Les communes éligibles, c'est-à-dire pouvant bénéficier d'un financement du PDC (quelle que soit la composante) sont toutes celles qui ont respecté leurs engagements antérieurs pour le fonctionnement et l'entretien des projets existants financés par le FID.

Les ressources disponibles sont allouées à l'intérieur de chaque chef lieu de région aux investissements des communes selon leur degré d'enclavement, et en tenant compte d'autres indicateurs de pauvreté (taux de scolarisation, et fréquentation de centres de santé).

A la phase de démarrage du PDC, la priorité est aussi donnée aux communes ayant déjà un PCD satisfaisant, établi sur la base d'une approche participative. Cette approche permet de cibler en priorité les communes les plus pauvres, tout en donnant au PDC la flexibilité de pouvoir financer des activités dans toutes les communes rurales à Madagascar.

ANNEXE III

L'élaboration d'un Plan Communal de développement (PCD) :

Le Projet de Développement Communautaire (PDC) doit être exécuté suivant une approche participative .L'objectif général de la participation Communautaire est de renforcer la cohésion sociale et d'encourager le développement inclusif et durable dans les projets communautaires réalisés sur le territoire des communes rurales. Le but immédiat est d'associer les communautés dans les projets à travers le cycle du projet en vue de s'assurer que :

Les projets sont réellement des priorités des communautés

Les communautés assurent l'utilisation et l'entretien des projets après leur achèvement

L'élaboration d'un Plan Communal de Développement (PCD) permet en particulier d'identifier les projets communautaires qui sont prioritaires pour l'ensemble de la population et le PCD sera validé par l'assemblée générale de la population de la commune assistée par le Bailleur de Fond(FID), à travers une réunion animée par un spécialiste. Au cours de la validation, le FID devra s'assurer que le PDC n'est pas en contradiction avec les plans de développement régional. Le partenaire relais pour l'Évaluation Rural Participative (ERP) et le spécialiste en participation du FID donneront leur avis sur la validation au Directeur Régional du FID.

Si le PDC ne reflète pas l'avis de la population selon l'évaluation sociale et la réunion de validation, le bailleur de fond doit proposer des changements au comité de développement communal.

Le PCD doit aussi être approuvé par le maire et le conseil communal, ensuite il devra être validé formellement par le bailleur de fond

La validation par ce dernier ne porte pas sur le contenu du PCD mais uniquement sur l'approche et le processus suivis.

C'est uniquement après un tel processus de validation et d'approbation que les communes ; associations de bénéficiaires pourront préparer des propositions techniques pour les projets communautaires identifiés.

ANNEXE IV

Le Financement de projet :

Le PDC finance des projets communautaires qui :

Répondent aux aspirations des populations rurales

Qui sont, dans la grande majorité de cas, gères et réaliser par les bénéficiaires eux-mêmes ;

Qui ont pour objectif d'améliorer le niveau de vie et le bien être de ces populations rurales. Le PDC peut financer en particulier des projets communautaires dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau potable, de l'assainissement, des micros périmètres irrigués démarchés et abattoirs communaux, du transport rural et de l'énergie en milieu rural. Les projets comprennent à la fois, des infrastructures et des activités de formation (telles que la formation d'enseignants ou d'infirmiers ou des campagnes de lutte contre les maladies transmissibles).

ANNEXE V

Relation entre PDC et PSDR :

Relations avec le Projet de Soutien au Développement Rural(PSDR)

Comme le PDC et le PSDR partagent des objectifs similaires de développement rural et se proposent d'intervenir auprès des mêmes catégories de bénéficiaires, il est évident que les approches et les activités proposées devraient être complémentaires et contribuer à la réalisation d'objectifs communs. La complémentarité et la collaboration se situent au niveau de l'élaboration des stratégies et des programmes et au niveau des activités à financer dans le cadre des deux projets.

Concernant l'élaboration de stratégies et de programmes de développement au niveau local et régional, les plans communaux de développement à développer par les communes avec l'appui du Projet de Développement Communautaire(PDC) devraient s'inscrire dans les Plans de Développement Rural Régional que les Groupes de Travail de Développement Rural ont la charge d'élaborer.

La collaboration entre les deux projets est facilitée par une représentation croisée au sein des différents organes des deux projets : représentation des GTDR au sein des comités consultatifs régionaux (CCR) du bailleur de fond, et la représentation des directions régionales du Fond I intervention pour le Développement au sein des GTDR au niveau du collège des partenaires de développement.

ANNEXE VI

La quantité de produit vendue et le revenu procuré par Fokontany :

Produit élevage Fokontany	Bovide		Porc		Volaille		Miel		Revenu Monétaire
	Effectif	Prix Unitaire 1500000 fmg	Effectif	Prix Unitaire 2000000 fmg	Effectif	Prix unitaire 40000 fmg	Quantité (en litre)	Prix unitaire 40000 fmg	
Analamalotra	11	16500000	28	56000000	945	37800000	-	-	110300000
vohidrotra	4	6000000	-	-	945	37800000	-	-	43800000
Ambonivato	7	10500000	32	64000000	705	28200000	-	-	102700000
Antetezambaro	12	18000000	-	-	2220	88800000	190	7600000	114400000
Ambodiantafana	6	9000000	-	-	780	31200000	-	-	40200000
Vohitsara	94	141000000	-	-	3000	120000000	-	-	261000000
Marotandrazana	5	7500000	64	128000000	1325	53000000	-	-	188500000
Antanetilava	4	6000000	64	128000000	1760	70400000	-	-	204400000
Ampasina	6	9000000	80	160000000	1800	72000000	235	9400000	250400000
Vohitradiana	8	12000000	12	24000000	147	58800000	-	-	41880000
Sahantaha	5	7500000	-	-	575	23000000	-	-	30500000
Ambodisatrana	7	10500000	-	-	410	16400000	-	-	26900000
Commune	169	253500000	280	560000000	14612	584480000	425	17000000	1414980000

Source : Mémoire Technique (ONG Association Fitiavana)

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N^o1 : LES PRINCIPAUX FLEUVES DANS LA REGION AT SINANANA.....	15
TABLEAU N^oII : LES DIFFERENTS TYPES DE CLIMATS DE LA REGION.....	17
TABLEAU N^oIII : LES DIVISIONS ADMINISTRATIVES :	19
TABLEAU N^oIV : TEMPERATURE MOYENNE MENSUELLE DE LA COMMUNE EN MILIEU DE L'ANNEE 2008 :	24
TABLEAU V : LA REPARTITION DE LA POPULATION DANS LES FOKONTANY PAR SEXE ET PAR TRANCHE D'AGE :	27
TABLEAU VI : REPARTITION DE LA POPULATION PAR FOKONTANY.....	28
TABLEAU VII : REPARTITION DE NAISSANCE PAR FOKONTANY.....	29
TABLEAU VIII : REPARTITION DE L'EPP PAR FOKONTANY.....	31
TABLEAU IX : LA REPARTITION DES ENSEIGNANTS PAR FOKONTANY.	32
TABLEAU X : LA REPARTITION PAR CLASSE DES ELEVES DANS LES EPP DE LA COMMUNE :	34
TABLEAU XI : CLASSIFICATION DES ELEVES EN COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL	35
TABLEAU XII : LE TAUX DE REUSSITE EN EXAMEN DE CEPE DANS LA COMMUNE POUR L'ANNEE 2003.....	36
TABLEAU XIII : LES CENTRES DE SANTE DE BASE DE LA COMMUNE.....	38
TABLEAU XIV : L'INTENSITE DE SOIN DANS LA COMMUNE.	39
TABLEAU XV : LES DIFFERENTS PRODUITS ET LES PRODUCTIONS DE CHAQUE FOKONTANY DANS LA COMMUNE POUR L'ANNEE 2008 :	43
TABLEAU XVI : RECAPITULATIF DE PRODUCTION AGRICOLE DE LA COMMUNE : ..	46
TABLEAU XVII : LA QUANTITE DES PRODUITS VENDUE D'ELEVAGE PAR FOKONTANY.....	47
TABLEAU XVIII : RECAPITULATIF DE PRODUCTION DE PRODUIT HALIEUTIQUE DE LA COMMUNE :	52
TABLEAU XIX : LES BARRAGES DE LA COMMUNE ET LEUR ETAT :	58
TABLEAU XX : LE PIB EN TERME NOMINAL ET EN TERME REEL ET TAUX D'INFLATION	64

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE

REMERCIEMENT

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET ACRONYMES

GLOSSAIRE

INTRODUCTION 9

PREMIÈRE PARTIE : TOAMASINA, CHEF LIEU DE LA RÉGION AT SINANANA

..... 11

CHAPITRE I : DESCRIPTION DE LA RÉGION AT SINANANA 12

SECTION I : Situation géographique de la région 12

§.1. Délimitation de la région 12

A-Localisation de la région Atsinanana 12

§.2. Topographie de la région..... 13

A- Le relief..... 13

B - Les sols..... 14

§.3. Le climat 16

A- Chaud et humide durant toute l'année..... 16

SECTION II : Démographie de la région..... 18

§.1. Les premières communautés autochtones..... 18

§.2. La répartition de la population par district..... 18

SECTION III : La politique et le plan d'action pour le développement de la région..... 19

§.1. Les axes stratégiques de développement 19

§.2- La stratégie de mise en œuvre de ces actions : 20

CHAPITRE II : PRÉSENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE RURALE

D'ANTETEZAMBARO..... 21

SECTION I : Situation géographique et délimitation administrative 21

§.1. Historique 21

A- Origine du nom : 21

1) Géographie Générale..... 23

2) Géographie Administrative : 23

§.2. Les Us et coutumes..... 22

A- La structure sociale : 22

B- La tradition et culturel :	22
§.3. Délimitation géographique et le climat de la zone	23
A- Situation géographique de la commune :	23
1) <i>Géographie Générale</i>	23
2) <i>Géographie Administrative</i> :	23
B- Le climat de la zone :	24
C- Le relief morphologique :	25
SECTION II : Situation démographique socio-économique et culturelle de la zone.....	26
§.1. La population	26
A- La répartition de la population par groupe d'âge	26
B- L'évolution de la population.....	27
§.2. L'éducation	30
A- Niveau d'instruction de la population :	30
1) <i>Les infrastructures scolaires</i> :	31
2) <i>L'effectif des enseignants</i>	31
3) Effectifs des élèves :	33
B- Renvoyement et abandon :	37
§.3. La Santé	37
SECTION III. Les principales activités	40
§.1. L'agriculture	40
A- Classification de la culture :	40
B- Le mode de culture	41
C- Les productions :	42
§.2. L'élevage	46
A- Bovidé.....	48
B- Le porcin :	48
C- La volaille :	49
D- Les palmipèdes :	49
E- Le dindon :	50
F- L'agriculture :	50
§.3. La pêche.....	51
A- Les modalités de pêche.....	51
B- La production et les produits :	52

C- Les poissons :	52
D- La crevette :	53
E- Le crabe :	53
§.4. L'artisanat	53
A- La vannerie :	54
B- Le tissage :	54
CHAPITRE III : CONSTATS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES DE LA COMMUNE	56
SECTION I : Les opportunités économiques	56
§.1. La culture de rente	56
A- Les litchis :	56
B- Son importance au niveau économique :	56
§.2. L'importance du patrimoine naturel et culturel	56
SECTION II : La potentialité au niveau d'infrastructure	57
§.1. L'infrastructure de transport	57
A- Électrification :	58
B- Les barrages :	58
DEUXIÈME PARTIE : ÉTUDE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE D'ANTETEZAMBARO ET LES MESURES DE REDRESSEMENT	60
CHAPITRE I : NOTION DE DÉVELOPPEMENT ET LES CONTRAINTES MAJEURES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE	61
SECTION I : Le développement dans son aspect théorique	61
§.1. Définition du développement	61
§.2. Indicateurs et mesure du développement	62
A- Indicateurs du développement :	62
B- Indicateurs sociaux :	62
1) <i>Indicateur économique</i> :	63
C- La mesure de développement :	64
§.3. La politique de développement et les étapes à suivre	65
§.4. La planification économique	66
SECTION II : Les contraintes pour le développement de la commune	67
§.1. Le problème au niveau d'adduction d'eau potable et électricité	67
§.2. Problème dans le secteur agricole et élevage	68
§.3. Les contraintes aux niveaux sociaux et culturels	68

A- Sur le plan éducatif :	68
B- Sur le plan sanitaire :	69
<i>CHAPITRE II : LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMMUNE RURALE D'ANTETEZAMBARO</i>	<i>70</i>
SECTION I : La participation active des ménages.....	70
§.1. Intégrer la population dans le processus de croissance	70
§.2. Renforcer l'intégration de la population dans la vie communautaire	71
SECTION II : La régulation démographique et sanitaire.....	72
§.1. La régulation démographique.....	72
§.2. L'éducation générale	73
SECTION III : La politique et la stratégie de développement.....	74
§.1. La décentralisation	74
§.2. Stratégie sur l'amélioration de la production.....	75
<i>CHAPITRE III : PROPOSITIONS D'AMÉLIORATION.....</i>	<i>77</i>
SECTION I : Les mesures de redressement.....	77
§.1. Les mesures sociales et culturelles	77
A- La santé :	78
B- La lutte contre le SIDA :	79
§.2. La restauration et protection de l'environnement.....	79
Section II : L'intensification du système de financement.....	80
§.2. Négocier le financement auprès des décideurs pour assurer la programmation	81
SECTION III : Aménagement du patrimoine de la commune rurale d'Antetезambaro.....	83
§.1. Amélioration de la réhabilitation de l'infrastructure existante.....	83
§.2. La conservation et la gestion rationnelle de l'environnement	84
CONCLUSION	86
BIBLIOGRAPHIE.....	88
ANNEXES.....	90
LISTE DES TABLEAUX.....	97